



Rémunération



***Le guide 2025 des grilles indiciaires :
Les personnels n'ont pas fini de se serrer le ceinturon !***



Préambule



Préambule



Principes SOLIDAIRES : la défense de l'intérêt général !

SOLIDAIRES Douanes est une organisation syndicale (O.S.) particulièrement attachée à la sauvegarde des **intérêts matériels et moraux des personnels de la Direction générale des Douanes et Droits indirects (D.G.D.D.I)**, dépendants du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF).

En matière de « grandes » thématiques, notre positionnement est nettement affirmé sur :

- la défense des missions et des moyens afférents, afin de pouvoir servir au mieux la Collectivité ;
- la carrière des personnels et l'action sociale dans toutes ses composantes.



Contexte : **précarisation structurelle !!**

À l'heure d'écrire ces lignes, l'inflation officiellement calculée sur 1 an pour 2024 est selon la Banque de France de 2,3%, après 5,7% en 2023 (selon l'INSEE qui utilise non pas l'IPCH, mais l'IPC, elle tutoie les 2,0%, après 4,9% en 2023). Ce taux d'inflation conséquent s'ajoute à ceux des années précédentes.

Or, pour garantir à court terme les taux de rendement du capital, il y a une absence d'indexation automatique des salaires sur l'inflation. De fait la perte de niveau de vie est conséquente.

En 30 ans, depuis janvier 1992, l'inflation a augmenté officiellement de près de 80,8% selon la Banque de France (72% selon l'INSEE, voir tableaux en pages 10 et 11).

Et encore, c'est une estimation à minima !

Dans le même temps, dans la Fonction publique la valeur du point d'indice a augmenté de 30%. Le décrochage s'accroît avec le temps, car en plus d'être rares, les revalorisations sont partielles.

Les résultats se font sentir :

- smicardisation de la carrière C et du début de la carrière B ;
- précarisation du milieu de la carrière B et du début de la carrière A ;
- perte généralisée du niveau de vie.



Mesures gouvernementales : **des miettes !!!**

Face à cela, il était annoncé en juin 2023 une « conférence salariale » par le gouvernement pour la rentrée.

La montagne accoucha d'une souris :

- le cycle de réunions devient une simple réunion,
- sa tenue fut décalée au 16 octobre, à quelques jours des vacances de la Toussaint ;
- son objet fut requalifié officiellement en « conférence sociale sur les bas salaires et les carrières » pour le seul secteur privé, la Fonction publique étant évacuée de la discussion.

Les pistes gouvernementales ne sont pas à la hauteur des enjeux :

- dans le privé, il est ainsi question de :
 - facilitation de cumuls de temps partiels,
 - convocation des branches « mauvaises élèves » au ministère du Travail,
 - mission d'expertise,
 - hausses résiduelles du SMIC (+2,22 % au 01/05/2023 et +1,13% au 01/01/2024)...
- dans le public, après la maigre revalorisation de 1,5% du point d'indice au 01/07/2023 (4,85003 € → 4,92278 €), le gouvernement abonde les grilles de 5 points au 01/01/2024, soit à peine 24,61 € !



Analyse SOLIDAIRES : **le soutien aux personnes travailleuses !!!!**

Les salariés ont besoin d'une augmentation massive des revenus issus du travail : +30 à 40% !

Ce soutien à la consommation intérieure est nécessaire pour :

- répondre aux besoins sociaux,
- soutenir une relocalisation des activités,
- et favoriser une transition écologique.

SOLIDAIRES Douanes présente ici :

- **les grilles indiciaires** des catégories B et C de la Douane communes à la Fonction Publique d'État, ainsi que les grilles de catégorie A de l'ensemble des grades douaniers ;
- **les reclassements** en matière d'avancement.

Ces données doivent être appropriées par un maximum de personnes, afin qu'elles connaissent leurs « perspectives » salariales en vue d'une mobilisation contre cette escroquerie massive !



Synthèse

**tassement des grilles
+ décrochage** (valeur du point indice/SMIC)

**= Smicardisation
organisée !**



Synthèse : *une smicardisation organisée !*



A) Les statistiques

Hausse des prix selon l'INSEE par rapport à 1992 (d'après IPC)			
En 1996	En 2004	En 2017	En 2024
+10,3%	+23,9%	+45,2%	+71,7%
de taux d'inflation cumulé	de taux d'inflation cumulé	de taux d'inflation cumulé	de taux d'inflation cumulé
Prix x 1,7 en 30 ans = +70% !			

Hausse des prix selon la Banque de France par rapport à 1992 (d'après IPCH)			
En 1996	En 2004	En 2017	En 2024
+9,8%	+24,4%	+48,8%	+80,8%
de taux d'inflation cumulé	de taux d'inflation cumulé	de taux d'inflation cumulé	de taux d'inflation cumulé
Prix x 1,8 en 30 ans = +80 % !			

Le point d'indice des fonctionnaires ?			
En 1996	En 2004	En 2017	En 2024
4,09631 €	4,39631 €	4,68602 €	4,92278 €
soit +8,3%	soit +16,2%	soit +23,8%	soit +30,0%
de variation cumulée depuis 1992	de variation cumulée depuis 1992	de variation cumulée depuis 1992	de variation cumulée depuis 1992
Point indice x 1,3 en 30 ans = +30 % !			
Niveau de vie : -30 à -40% !!			
Le commun de la population en bave...			

Et les 500 français les plus riches ?!			
En 1996	En 2004	En 2017	En 2024
80 M ^{ds} €	153 M ^{ds} €	571 M ^{ds} €	1228 M ^{ds} €
soit 5%	soit 7%	soit 24%	soit 48%
du PIB (1703 M ^{ds} €)	du PIB (2081 M ^{ds} €)	du PIB (2415 M ^{ds} €)	du PIB (≈2585 M ^{ds} €)
Fortune x 15 en 30 ans = +1400 % !			
Niveau de vie : x8 (+700%) !!			
...Les « copains » se gavent !			

Partage des richesses : écart des salaires de 1 à 4 !	
<p>Dans la Fonction publique, ce qui s'applique déjà aux grilles indiciaires (le nombre de points d'indice de l'échelon terminal des grilles A+ est limité depuis des décennies à 4 fois le nombre de points d'indice du 1^{er} échelon de la catégorie C) doit s'appliquer au régime indemnitaire (les primes) !</p>	<p>Les économies au sommet, redistribuées à la base, bénéficieront à la collectivité !</p> <p>Les personnels doivent pouvoir vivre de leur travail !</p>

B) L'analyse



Fait générateur : **la désindexation, une parenthèse libérale jamais fermée !**

Depuis la décennie 1980, les gouvernements successifs ont abandonné les mesures keynésiennes de soutien à l'économie de la demande.

1982 : l'origine

En 1982, le ministre (PS) des Finances Jacques Delors met un terme à l'*échelle mobile des salaires*, c'est-à-dire à leur indexation « automatique » sur l'inflation.

Années 1990 : la transition

Dans les années 1990, au gré des décisions gouvernementales, la valeur du point d'indice des fonctionnaires suit (tant bien que mal) l'inflation. Mais le mal est fait, les autorités n'étant plus soumises à des obligations légales ou réglementaires.

Années 2000 : le couperet !

C'est au tournant de l'année 2002, en profitant du passage à l'euro pour en effacer les effets, que l'alignement est bel et bien abandonné par les autorités. Sans rattrapage depuis lors.

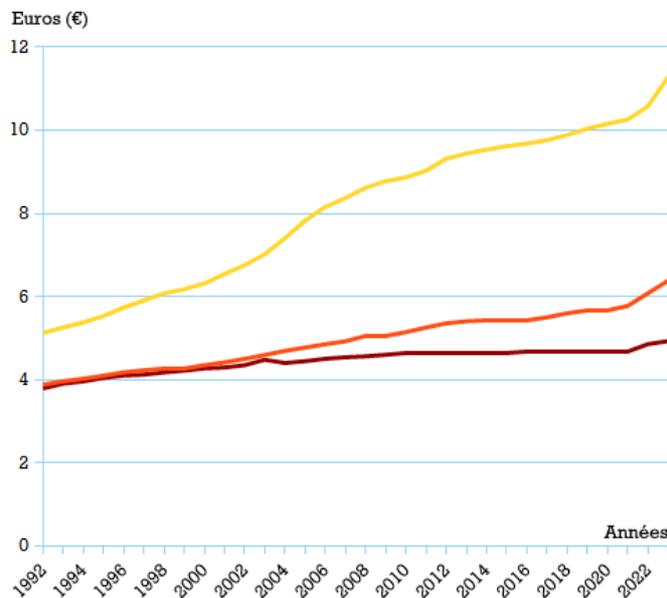


La conséquence : **une perte officielle de 30% de niveau de vie en 30 ans !!**

Ainsi depuis le seuil des années 2000, les décisions gouvernementales successives de gels indiciaires entraînent un décrochage massif des grilles salariales des fonctionnaires (+30% depuis 1992) avec l'inflation (+80,8% depuis 1992 selon la Banque de France, +71,7% selon l'INSEE).

De rares évolutions de grilles, pour certaines catégories de fonctionnaires en début de carrière, ont pu réduire ça et là le décrochage avec l'inflation.

Un tassement des grilles s'opère en parallèle. De sorte que le recul de niveau de vie est abyssal.



-748 €

Pour un salaire de 1 900 €/mois net (indice majoré 390), c'est le niveau de paye **officiellement perdu selon la Banque de France** (-614 € selon l'INSEE) par rapport au standard de 1992...
L'équivalent de 8 977 € / an (-7 367 €/an selon l'INSEE) soit 4 mois de salaire !

Légende :

- Point d'indice
- Point d'indice si l'inflation officielle avait été prise en compte
- SMIC horaire



Les relais : **en Douanes, des syndicats se sont liés les mains, sur les salaires et pas seulement !!!**

En sus de l'aspect macro-économique interprofessionnel, les autorités s'emploient à organiser l'austérité dans les sphères professionnelles.

Exemple au sein du ministère de l'Economie et des Finances (MEF), avec le transfert / abandon des missions fiscales (TMF), de la Direction générale des Douanes et Droits indirects (DGDDI) vers la Direction générale des Finances Publiques (DGFIP).

L'accord d'accompagnement du TMF est une arnaque ! Il empêche les syndicats signataires (CFDT, CFTC, CGT, USD-FO, UNSA, CGC) de revendiquer quoi que ce soit notamment en matière indemnitaire sur la période du transfert :

- p2 de l'accord : « la négociation a permis de faire émerger un accord sur [...] un accompagnement indemnitaire pérenne pour l'ensemble des agents ».
→ Cela signifie que les 20 € octroyés en mai 2022 et autres 20 € de janvier 2023 suffisent aux syndicats signataires durant la période de l'accord (c'est-à-dire jusqu'au terme du TMF en 2027).
- p7 de l'accord : « La mise en œuvre de cet accord est subordonnée à la reprise, à la normalisation du dialogue social [...] »
→ Cela signifie que les signataires s'engagent à ne pas appeler à la mobilisation.

Seul SOLIDAIRES a refusé de cautionner et signer ce texte honteux, ce qui nous permet de revendiquer librement en matière salariale !



Et pendant ce temps, à Bruxelles... *des salaires pas dans les choux !!!!*

Les fonctionnaires européens, dont le siège de la Commission est au palais du Berlaymont à Bruxelles, ont une rémunération indexée sur l'inflation.

Par exemple, en 2023, leur traitement a été revalorisé de 13%¹. Cela n'est pas nouveau. Ainsi chaque année, leurs grilles indiciaires sont actualisées et régulièrement publiées, en toute transparence².

Salaires des agents UE depuis 1992 : +106% !

En 30 ans, le traitement indiciaire de base des fonctionnaires européens a été revalorisé dans une amplitude de +106% (1^{er} échelon du 1^{er} grade) à +126% (1^{er} échelon du dernier grade) !

C'est donc que l'inflation réelle sur la période est a minima de 106% !

Niveau de vie officiels en France : -50% en 30 ans / fonctionnaires UE !

Si l'on appliquait le standard de l'Union européenne (UE) de 1992 en France, où il est admis que l'inflation officielle est corrigée à la baisse (détails en page 12), le point d'indice devrait être relevé a minima de 58,34% et porté à 7,79459 €.

Cela représenterait pour un fonctionnaire français à l'indice 390 un traitement indiciaire brut de 3040 €.

- 1 120 €

Pour un salaire de 1 900 €/mois net (indice majoré 390), c'est le niveau de paye officiellement perdu, selon le standard 1992 de la Commission européenne...

L'équivalent de -13 440 €/an (6 mois de salaire) !



Les leviers de réparation : *le principal verrou est dans la tête !*

SOLIDAIRES Douanes rappelle que les leviers d'augmentation des salaires sont multiples pour rattraper le standard de 1992.

Il y en 3 principaux, auxquels s'ajoute un 4^{ème}, subsidiaire (détails dans le tableau ci-contre).

Leviers	Selon standard France 1992 (+39%)	Selon standard fonctionnaires UE 1992 (+58%)
	748 € à recouvrer/mois	1120 € à recouvrer/mois
1° hausse de la valeur du point d'indice	4,92 € → 6,84 €	4,92 € → 7,79 €
2° hausse du nombre de points d'indice (si valeur maintenue à 4,92 €)	+150 à +155 points (+152 points exactement)	+220 à +230 points (+227 points exactement)
3° hausse du revenu annuel via indemnités équivalentes à des mois supplémentaires	13 ^e , 14 ^e , 15 ^e et 16 ^e mois	13 ^e , 14 ^e , 15 ^e , 16 ^e , 17 ^e , voire 18 ^e mois
4° une modulation	(des 1°, 2° et 3°)	



Récupérons ce qui nous est dû ! (748 €/mois selon la Banque de France) !

Pour SOLIDAIRES Douanes, les personnels doivent bénéficier d'un traitement décent.

Ils le méritent au regard de l'augmentation du coût de la vie et de tous les efforts fournis, des suppressions de postes, de l'augmentation des cadences, des nouvelles missions et exigences.

Dans l'immédiat, pour rattraper le niveau de vie de 2000, donc récupérer ce qui fut volé aux personnels, il faut :

→ +748 €/mois ;

→ ≈ +39% du point d'indice !

Plus largement, il importe de réinstaurer une échelle mobile des salaires, et de réelles négociations salariales, aussi bien au niveau Fonction publique (grilles indiciaires) qu'aux niveaux ministériel et directionnel (actualisation des régimes indemnitaires pour reconnaître la technicité).

Le travail des fonctionnaires des Douanes est sur nombre de points dicté par l'UE, notamment dans le cadre de l'application du Code des douanes de l'Union (CDU) ou des opérations de l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (FrontEx).

Quitte à appliquer un standard communautaire, autant le faire dans son intégralité, c'est-à-dire *réglementation ET rémunération*.

À défaut, si la rémunération des personnels douaniers nationaux s'effectue selon le standard national, alors il faut leur faire bénéficier de ce qui est prévu ailleurs nationalement :

- prise en charge à 100% du transport (« passe transport »),
- élargissement de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) & de l'indemnité de sujétion aéroportuaire (ISA),
- prime de fidélisation en Seine-Saint-Denis (« prime 93 » pour Paris-CDG, Le Bourget et Montreuil)...

En lien, il serait légitime que la réglementation soit définie *prioritairement* au niveau national. Les producteurs subissant la concurrence internationale déloyale ne diraient pas l'inverse.

Les travailleuses et travailleurs doivent pouvoir vivre de leur travail !

La revalorisation massive des salaires est nécessaire !

Toute mobilisation collective en ce sens est juste.

1 Source : https://www.liberation.fr/international/europe/lindecente-augmentation-de-salaire-des-fonctionnaires-de-lue-20230619_Y15RON22ZRAGTFUC3QMZSOVNCU/

2 Source : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:01962R0031-20220101&from=EN>



Introduction



**A) Principes de la rémunération
des fonctionnaires**

page 9



**B) Évolution de la paye par rapport aux prix
depuis 30 ans selon l'INSEE**

page 10

*(évolution de la valeur du point d'indice par rapport
à l'indice des prix à la consommation - IPC - depuis 1992)*



**C) Évolution de la paye par rapport aux prix
depuis 30 ans selon la Banque de France**

page 11

*(évolution de la valeur du point d'indice par rapport
à l'indice des prix à la consommation harmonisé - IPCH - depuis 1992)*



**D) Analyse de l'évolution :
*une smicardisation organisée !***

page 12



A) Principes de la rémunération des fonctionnaires

La rémunération des agents titulaires et non titulaires des 3 versants de la Fonction Publique (État, Territoriale, Hospitalière) se compose d'une rémunération principale et, le cas échéant, de primes et indemnités.

La rémunération principale se compose :

- du traitement indiciaire ou « traitement de base »
- et, le cas échéant, de l'indemnité de résidence (IR), du supplément familial de traitement (SFT) et de la nouvelle bonification indiciaire (NBI).



1°) Traitement indiciaire

Le traitement indiciaire dépend de l'indice majoré (IM) détenu par l'agent. L'IM est lui-même fonction de l'échelon détenu par l'agent.

Calcul du traitement brut mensuel (TBM) : le TBM est calculé selon la formule suivante : $TBM = IM \times \text{valeur du point d'indice}$.

Valeur du point d'indice : *actuellement égale à 4,92278 € depuis le 1^{er} juillet 2023 (pour rappel 4,68602 € entre le 01/02/2017 et le 01/07/2022, puis 4,85003 € entre le 01/07/2022 et le 01/07/2023).*

à noter :

- certaines grades supérieurs de catégorie A comportent des échelons dont les traitements ne sont pas calculés en fonction d'un indice majoré, mais en fonction de leur classement dans un groupe allant de A à G. Ces classements sont dits « hors échelles »
- traitement brut minimum : le traitement mensuel d'un agent public ne peut être inférieur à celui correspondant à l'indice majoré 366 (soit 1801,73 € pour un temps complet).



2°) Indemnité de résidence (IR)

L'indemnité de résidence est égale à un pourcentage du traitement brut. Les communes sont classées en 3 zones et ce pourcentage dépend de la zone à laquelle appartient la commune où travaille l'agent. *L'indemnité de résidence ne peut être inférieure à celle correspondant à l'indice majoré 366.*

	Zone 1 IR à 3%	Zone 2 IR à 1%	Zone 3 IR à 0%
Montant minimum (indice majoré 366)	54,05 €	18,01 €	0 €
- Montant indice 509	75,17 €	25,06 €	
- Montant indice 826	121,99 €	40,66 €	0 €
- Montant 3 ^{ème} échelon Hors-Echelle E2	197,01 €	65,67 €	0 €



3°) Supplément familial de traitement (SFT)

Conditions d'âge : Le supplément familial de traitement est versé à l'agent qui a au moins 1 enfant à charge :

- jusqu'aux 16 ans de l'enfant : sans conditions ;
- de 16 ans aux 20 ans de l'enfant : ce dernier ne doit pas percevoir une rémunération prof.^{elle} nette > à 55% du SMIC brut pour 169 heures (soit 1082,87 €).

Autres conditions (salariales) : Le montant du SFT varie en fonction du nombre d'enfants à charge... et du traitement. Ainsi, il se compose d'un élément fixe + d'un élément proportionnel au traitement brut de l'agent dans la limite de montants plancher et plafond.

Restrictions : lorsque les 2 parents sont agents, le SFT ne peut être versé qu'à 1 seul des 2 parents.

En sus, si temps partiel (TP), le SFT est coefficienté à hauteur du TP (sauf si 1 enfant, dans ce cas l'élément fixe de 2,29 € n'est pas réduit).

Nombre d'enfants	Part fixe	Part proportionnelle au traitement brut	Montants mensuels	
			Planchers (indice 454)	Plafonds (indice 722)
1 enfant	2,29 €	0 %	2,29 €	2,29 €
2 enfants	10,67 €	3 %	77,71 €	117,29 €
3 enfants	15,24 €	8 %	194,03 €	299,57 €
Par enfant supplémentaire	4,57 €	6 %	138,66 €	217,82 €

Questions

Indice brut / indice majoré ?

Le fonctionnaire est titulaire d'un grade et dans ce grade d'un échelon. À chaque échelon, correspond un indice brut et un indice majoré.

- L'indice brut (à gauche sur les tableaux) est l'indice de carrière. Il sert à déterminer l'échelon auquel le fonctionnaire est reclassé en cas d'avancement de grade, de promotion interne, de détachement, etc. Les indices bruts sont fixés par décret.

- L'indice majoré (en gras et à droite sur les tableaux) est l'indice de rémunération. Il sert au calcul du traitement indiciaire brut. Les correspondances entre indices bruts et indices majorés sont fixées par décret.

Quelles communes sont reprises dans les zones 1, 2 et 3 ? (source : circulaire FP n°1996-2B n°00-1235 du 12/03/2001)

- zone 1 : toutes communes de Corse, et agglomérations de Paris, Marseille, Aix-en-Provence, Toulon, Saint-Nazaire ;

- zone 2 : Brest, Béthune, Caen, Calais. Douai-Lens, Dunkerque, Le Havre, Lille, Lorient, Lyon, Metz, Montpellier, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Nîmes, Perpignan, Rouen, Strasbourg, Thionville ;

- zone 3 : autres agglomérations.

Quelles évolutions ?

- Sur l'IR : l'INSEE n'ayant pas encore de données fiables sur la cherté de l'immobilier, la refonte a été reportée.

De plus, les avis divergent :

→ Plusieurs organisations syndicales considèrent qu'au moins les agglomérations de Bordeaux et Toulouse doivent intégrer le dispositif,

→ la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique (DGAFP) considère que les efforts financiers doivent se concentrer à Paris et en petite couronne (aux dépens de la Province...)

- Sur le SFT, le constat de la DGAFP est le suivant : ce sont surtout les familles nombreuses qui sont aidées et il apparaît un net défaut d'aide au 1^{er} enfant.

Dès lors il semble y avoir consensus quant au versement d'une somme forfaitaire par enfant, contrairement à ce qui se fait à présent. Cette évolution se ferait sur 5 ans.

Pour information, le dernier rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) propose pour :

→ 1 enfant : 30 € par mois (au lieu de 2,29 €)

→ 2 enfants : 73 € (contre 10,67€ +3% du TBM)

→ 3 enfants : 181 € (contre 15,24€ +8% du TBM)

→ 4 enfants : 310 € (idem +4,57€ +6% du TBM)



B) Évolution de la paye par rapport aux prix depuis 30 ans selon l'INSEE (valeur du point d'indice par rapport à l'IPC depuis 1992)

Parti(s) au pouvoir (gouvernement)	Année	Taux d'inflation ³		Point indice			Différence entre tx d'inflation et pt d'indice (au 31/12 de chaque année)		Projection si le point d'indice avait été indexé sur l'inflation (valeur 1992)				
		annuel	cumulé (depuis 1992)	Valeur mensuelle	variation		ponc-tuelle	cumulée (dep. 1992)	Valeur projetée du point d'indice	Somme perdue-volée par an a minima ¹			
					ponc-tuelle	cumulée (dep. 1992)				IM 367 (~SMIC)	IM 390	IM 650	
PS	1992 ²	+2,4%	+2,4%	3,78378 €	-	+1,40%	-1,0 p ^t	-1 p ^t	3,87459 €	-172,68 €	-183,55 €	-305,92 €	
	1993 ²	+2,1%	+4,6%	3,83537 €	+1,4%								
RPR- (actuel LR) UDF (actuel MODEM)	1994 ²	+2,1%	+4,6%	3,90155 €	+1,7%	+3,1%	-0,4 p ^t	-1,5 p ^t	3,95783 €	-247,80 €	-263,39 €	-438,98 €	
	1995 ²	+1,6%	+6,2%	3,93471 €	+0,8%	+4,0%	+0,7 p ^t	-0,7 p ^t	4,01837 €	-116,64 €	-123,96 €	-206,62	
	1996 ²	+1,8%	+8,1%	3,95434 €	+0,5%	+4,5%	+0,8 p ^t	+0,2 p ^t	4,09027 €	+26,64 €	+28,29 €	+47,14 €	
	1997 ²	+1,8%	+8,1%	3,99188 €	+1,2%	+6,8%	+1,2 p ^t	+1,4 p ^t	4,09631 €	+1,4 p ^t	+1,4 p ^t		
	1998 ²	+2,0%	+10,3%	4,03978 €	+1,4%	+8,3%	-2,0 p ^{ts}	-2 p ^{ts}	4,17351 €	-339,96 €	-361,29 €	-602,15 €	
+	1997 ²	+1,2%	+11,6%	4,11676 €	+0,5%	+8,8%	-0,2 p ^t	-2,3 p ^{ts}	4,22270 €	-375,96 €	-399,52 €	-665,87 €	
	1998 ²	+0,6%	+12,3%	4,13733 €	+0,5%	+9,3%	+0,7 p ^t	-1,5 p ^{ts}	4,24918 €	-255,84 €	-271,91 €	-453,18 €	
				4,17049 €	+0,8%	+10,2%							
	1999 ²	+0,5%	+12,9%	4,19108 €	+0,5%	+10,8%	+0,8 p ^t	-0,7 p ^{ts}	4,27189 €	-115,80 €	-123,13 €	-205,22 €	
				4,21203 €	+0,5%	+11,3%							
	2000 ²	+1,7%	+14,8%	4,24558 €	+0,8%	+12,2%	-1,2 p ^t	-2 p ^{ts}	4,34378 €	-339,12 €	-360,31 €	-600,52 €	
	2001 ²	+1,6%	+16,6%	4,26679 €	+0,5%	+12,8%	-0,4 p ^t	-2,5 p ^{ts}	4,41189 €	-412,92 €	-438,84 €	-731,41 €	
4,28813 €				+0,5%	+13,3%								
+	2002	+1,9%	+18,8%	4,31812 €	+0,7%	+14,1%	-0,6 p ^t	-3,2 p ^{ts}	4,41189 €	-665,52 €	-707,15 €	-1178,58 €	
				4,34403 €	+0,6%	+14,8%							
	2003	+2,1%	+21,3%	4,37444 €	+0,7%	+15,6%	-2,1 p ^{ts}	-5,7 p ^{ts}	4,49513 €	-948,12 €	-1007,52 €	-1679,16 €	
UMP (actuel LR)	2004	+2,1%	+23,9%	4,39631 €	0%	+16,2%	-1,6 p ^t	-7,7 p ^{ts}	4,68810 €	-1284,96 €	-1365,58 €	-2275,96 €	
	2005	+1,7%	+26,0%	4,41830 €	+0,5%	+16,8%	+0,1 p ^t	-7,7 p ^{ts}	4,76756 €	1284,36 €	-1364,88 €	-2274,72 €	
				4,44039 €	+0,5%	+17,4%							
	2006	+1,7%	+28,1%	4,47592 €	+0,8%	+18,3%	-1,2 p ^t	-9,2 p ^{ts}	4,84702 €	-1535,88 €	-1632,07 €	-2720,11 €	
	2007	+1,5%	+30,0%	4,49829 €	+0,5%	+18,9%	-0,7 p ^t	-10,2 p ^{ts}	4,91891 €	-1693,92 €	-1800,07 €	-3000,14 €	
+	2008	+2,8%	+33,7%	4,53428 €	+0,8%	+19,8%	-2 p ^{ts}	-12,9 p ^{ts}	5,05891 €	-2150,40 €	-2285,15 €	-3808,58 €	
				4,55695 €	+0,5%	+20,4%							
UMP (actuel LR)	2009	+0,1%	+33,8%	4,57063 €	+0,3%	+20,8%	+0,7 p ^t	-12 p ^{ts}	5,06270 €	-2005,80 €	-2131,46 €	-3552,43 €	
	2010	+1,5%	+35,8%	4,59348 €	+0,5%	+21,4%	-1 p ^t	-13,4 p ^{ts}	5,13837 €	-2237,52 €	-2377,83 €	-3963,05 €	
	2011	+2,1%	+38,7%	4,60726 €	+0,3%	+21,8%	-2,1 p ^{ts}	-16,3 p ^{ts}	5,24810 €	-2720,76 €	-2891,36 €	-4818,94 €	
	2012	+2%	+41,4%	4,63029 €	0%	+22,4%	-2 p ^{ts}	-19 p ^{ts}	5,35026 €	-3170,76 €	-3369,48 €	-5615,80 €	
+	2013	+0,9%	+42,7%	4,63029 €	0%		-0,9 p ^t	-20,3 p ^{ts}	5,39945 €	-3387,36 €	-3599,67 €	-5999,45 €	
	2014	+0,5%	+43,4%	4,63029 €	0%		0 p ^t	-21 p ^{ts}	5,42594 €	-3504,00 €	-3723,64 €	-6206,07 €	
							0 p ^t	-21 p ^{ts}					
	PS	2015	0%	+43,4%	4,63029 €	0%		0 p ^t	-21 p ^{ts}	5,42594 €	-3504,00 €	-3723,64 €	-6206,07 €
		2016	+0,2%	+43,7%	4,65807 €	+0,6%	+23,1%	+0,4 p ^t	-20,6 p ^{ts}	5,43729 €	-3431,76 €	-3646,76 €	-6077,93 €
=	2017	+1%	+45,2%	4,65807 €	+0,6%		-0,4 p ^t	-21,4 p ^{ts}	5,49405 €	-3551,40 €	-3781,58 €	-6302,63 €	
	2018	+1,8%	+47,8%	4,65807 €	0%		-1,8 p ^t	-24 p ^{ts}	5,59243 €	-3991,80 €	-4242,00 €	-7070,00 €	
Ensemble (ex-LR, ex-PS, MODEM) ???	2019	+1,1%	+49,4%	4,68602 €	0%	+23,8%	-1,1 p ^t	-25,6 p ^{ts}	5,65297 €	-4258,44 €	-4525,33 €	-7542,21 €	
	2020	+0,5%	+50,1%	4,68602 €	0%		-0,5 p ^t	-26,3 p ^{ts}	5,67945 €	-4375,08 €	-4649,25 €	-7748,75 €	
	2021	+1,6%	+52,5%	4,68602 €	0%		-1,6 p ^t	-28,7 p ^{ts}	5,77026 €	-4775,04 €	-5074,24 €	-8457,07 €	
	2022	+5,2%	+60,5%	4,85003 €	+3,5%	+28,1%	-1,7 p ^t	-32,4 p ^{ts}	6,07296 €	-5385,84 €	-5723,31 €	-9538,85 €	
	2023	+4,9%	+68,3%	4,85003 €	+1,5%		-3,4 p ^{ts}	-38,3 p ^{ts}	6,36810 €	-6365,16 €	-6764,10 €	-11273,50 €	
	2024	+2,0%	+71,7%	4,92278 €	0%	+30,0%	-2,0 p ^{ts}	-41,7 p ^{ts}	6,49683 €	-3632,16 €	-7366,56 €	-12277,56 €	
	2025 ³	+1,0%	+72,4%	4,92278 €	0%		-1,0 p ^t	-42,4 p ^{ts}	6,56180 €	-7218,24 €	-7670,64 €	-12784,32 €	

¹ Le niveau d'inflation peut être corrigé (à la baisse) par les autorités via plusieurs méthodes (voir p11).

² Pour ces années il s'agit de la conversion en euros correspondant aux valeurs en vigueur en francs.

³ À l'heure d'écrire ces lignes (mai 2025), données prévisionnelles pour l'année 2025.

3 Sources : Institut national de la statistique et des études économiques, indice des prix à la consommation (IPC) : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4268033> ; <https://www.economie.gouv.fr/cedef/evolution-prix-consommation> ; <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8312455?sommaire=8312581>

- Autre : <https://blog.insee.fr/ipc-vs-ipc-harmonise-sante-et-energie-comptent/>



C) Évolution de la paye par rapport aux prix depuis 30 ans selon la Banque de France

(valeur du point d'indice par rapport à l'IPCH depuis 1992)

Parti(s) au pouvoir (gouvernement)	Année	Taux d'inflation ⁴		Point indice			Différence entre tx d'inflation et pt d'indice (au 31/12 de chaque année)		Projection si le point d'indice (valeur 1992) avait été indexé sur l'inflation			
		annuel	cumulé (depuis 1992)	Valeur mensuelle	variation		ponctuelle	cumulée (dep. 1992)	Valeur projetée du point d'indice	Somme perdue-volée par an a minima ①		
					ponctuelle	cumulée (dep. 1992)				ponctuelle	cumulée (dep. 1992)	IM 367 (≈SMIC)
PS	1992 ②④	+1,9%	+1,9%	3,78378 €	-	+1,40%	-0,5 p ^t	-0,5 p ^t	3,85567 €	-89,40 €	-95,04 €	-158,40 €
				3,83537 €	+1,4%							
RPR- (actuel LR)	1993 ②④	+2,1%	+4,0%	3,90155 €	+1,7%	+3,1%	-0,4 p ^t	-0,9 p ^t	3,93513 €	-147,84 €	-157,20 €	-261,84 €
				3,93471 €	+0,8%	+4,0%						
UDF (actuel MODEM)	1994 ②	+1,7%	+5,8%	3,95434 €	+0,5%	+4,5%	+0,5 p ^t	-0,3 p ^t	4,00324 €	-50,04 €	-53,16 €	-88,68 €
				3,99188 €	+0,9%	+5,5%						
	1995 ②	+1,7%	+7,6%	4,03978 €	+1,2%	+6,8%	+0,9 p ^t	+0,7 p ^t	4,07135 €	+109,92 €	+116,76 €	+194,64 €
				4,09631 €	+1,4%	+8,3%						
+	1996 ②	+2,0%	+9,8%	4,11676 €	0%	+8,3%	-2,0 p ^{ts}	-1,5 p ^t	4,15459 €	-256,56 €	-272,76 €	-454,56 €
				4,13733 €	+0,5%	+9,3%						
PS	1997 ②	+1,3%	+11,2%	4,17049 €	+0,5%	+9,3%	-0,3 p ^t	-1,9 p ^t	4,20756 €	-309,24 €	-328,68 €	-547,80 €
				4,19108 €	+0,8%	+10,2%						
	1998 ②	+0,7%	+12,0%	4,21203 €	+0,5%	+10,8%	+0,6 p ^t	-1,2 p ^t	4,23783 €	-205,80 €	-218,76 €	-364,68 €
				4,24558 €	+0,5%	+11,3%						
	1999 ②	+0,6%	+12,7%	4,26679 €	+0,8%	+12,2%	+0,7 p ^t	-0,5 p ^t	4,26432 €	-82,56 €	-87,60 €	-146,16 €
				4,28813 €	+0,5%	+12,8%						
	2000 ②	+1,8%	+14,7%	4,31812 €	+0,5%	+13,3%	-1,3 p ^t	-1,9 p ^t	4,34000 €	-322,44 €	-342,60 €	-571,08 €
				4,34403 €	+0,7%	+14,8%						
+	2001 ②	+1,8%	+16,8%	4,37444 €	+0,7%	+15,6%	-0,6 p ^t	-2,7 p ^{ts}	4,41946 €	-446,28 €	-474,24 €	-790,44 €
				4,41830 €	+0,6%	+14,8%						
	2002	+1,9%	+19,0%	4,44039 €	+0,5%	+16,2%	-0,6 p ^t	-3,4 p ^{ts}	4,50270 €	-698,76 €	-742,56 €	-1237,68 €
				4,47592 €	+0,7%	+15,6%						
+	2003	+2,2%	+21,6%	4,49829 €	+0,5%	+16,8%	-2,2 p ^{ts}	-6,0 p ^{ts}	4,60108 €	-998,16 €	-1060,68 €	-1767,72 €
				4,53428 €	+0,5%	+16,2%						
UMP (actuel LR)	2004	+2,3%	+24,4%	4,55695 €	+0,5%	+17,4%	-1,8 p ^t	-8,2 p ^{ts}	4,70702 €	-1368,36 €	-1454,16 €	-2423,52 €
				4,57063 €	+0,8%	+18,3%						
	2005	+1,9%	+26,8%	4,59348 €	+0,5%	+18,9%	-0,1 p ^t	-8,5 p ^{ts}	4,79783 €	-1 574,16 €	-1672,80 €	-2788,08 €
				4,60726 €	+0,8%	+19,8%						
	2006	+1,9%	+29,2%	4,63029 €	+0,5%	+19,8%	-1,4 p ^t	-10,3 p ^{ts}	4,88864 €	-1719,12 €	-1826,88 €	-3044,76 €
				4,65807 €	+0,5%	+20,4%						
	2007	+1,6%	+31,3%	4,68602 €	+0,3%	+20,8%	-0,8 p ^t	-11,5 p ^{ts}	4,96810 €	-1910,52 €	-2030,28 €	-3383,88 €
				4,71783 €	+0,5%	+21,4%						
+	2008	+3,2%	+35,5%	4,74756 €	+0,3%	+21,8%	-2,4 p ^{ts}	-14,7 p ^{ts}	5,12702 €	-2510,64 €	-2667,96 €	-4446,48 €
				4,7756 €	+0,5%	+21,8%						
UMP (actuel LR)	2009	+0,1%	+35,6%	4,8026 €	+0,5%	+22,4%	+0,7 p ^t	-13,8 p ^{ts}	5,13081 €	-2366,40 €	-2514,72 €	-4191,24 €
				4,83029 €	+0,5%	+22,4%						
	2010	+1,7%	+37,9%	4,85807 €	0%	+22,4%	-1,2 p ^t	-15,5 p ^{ts}	5,21783 €	-2587,44 €	-2749,68 €	-4582,80 €
				4,88602 €	0%	+22,4%						
+	2011	+2,3%	+41,1%	4,91513 €	0%	+22,4%	-2,3 p ^{ts}	-18,7 p ^{ts}	5,33891 €	-3120,72 €	-3316,32 €	-5527,20 €
				4,94428 €	0%	+22,4%						
	2012	+2,2%	+44,2%	4,97343 €	0%	+22,4%	-2,2 p ^{ts}	-21,8 p ^{ts}	5,45621 €	-3637,32 €	-3865,32 €	-6442,20 €
				4,99188 €	0%	+22,4%						
+	2013	+1,0%	+45,6%	5,01033 €	0%	+22,4%	-1,0 p ^t	-23,2 p ^{ts}	5,50918 €	-3870,60 €	-4113,24 €	-6855,36 €
				5,02878 €	0%	+22,4%						
PS	2014	+0,6%	+46,5%	5,04702 €	0%	+22,4%	-0,6 p ^t	-24,1 p ^{ts}	5,54324 €	-4020,60 €	-4272,60 €	-7121,04 €
				5,06547 €	0%	+22,4%						
	2015	+0,1%	+46,6%	5,08371 €	0%	+22,4%	-0,1 p ^t	-24,2 p ^{ts}	5,54702 €	-4037,28 €	-4290,36 €	-7150,44 €
				5,10216 €	0%	+22,4%						
	2016	+0,3%	+47,0%	5,12061 €	+0,6%	+23,1%	+0,3 p ^t	-23,9 p ^{ts}	5,56216 €	-3981,60 €	-4231,08 €	-7051,80 €
				5,13906 €	+0,6%	+23,1%						
=	2017	+1,2%	+48,8%	5,15751 €	+0,6%	+23,1%	-0,6 p ^t	-25,0 p ^{ts}	5,63026 €	4158,48 €	-4419,00 €	-7365,12 €
				5,17596 €	0%	+23,1%						
Ensemble (ex-LR, ex-PS, MODEM) ???	2018	+2,1%	+51,9%	5,19441 €	0%	+23,1%	-2,1 p ^t	-28,1 p ^{ts}	5,74756 €	-4674,96 €	-4968,00 €	-8280,00 €
				5,21286 €	0%	+23,1%						
	2019	+1,3%	+53,9%	5,23131 €	0%	+23,8%	-1,3 p ^t	-30,1 p ^{ts}	5,82324 €	-5008,32 €	-5322,12 €	-8870,40 €
				5,24976 €	0%	+23,8%						
	2020	+0,5%	+54,7%	5,26821 €	0%	+23,8%	-0,5 p ^t	-30,9 p ^{ts}	5,85351 €	-5141,64 €	-5463,84 €	-9106,44 €
				5,28666 €	0%	+23,8%						
	2021	+2,1%	+57,9%	5,30706 €	0%	+23,8%	-2,1 p ^t	-34,1 p ^{ts}	5,97459 €	-5674,80 €	-6030,48 €	-10050,84 €
				5,32551 €	0%	+23,8%						
	2022	+5,9%	+67,2%	5,34591 €	+3,5%	+28,1%	-2,4 p ^t	-39,1 p ^{ts}	6,32648 €	-6502,32 €	-6909,84 €	-11516,28 €
				5,36436 €	+1,5%	+28,1%						
	2023	+5,7%	+76,7%	5,38381 €	+1,5%	+28,1%	-4,2 p ^{ts}	-46,7 p ^{ts}	6,68594 €	-7764,96 €	-8251,68 €	-13752,60 €
				5,40226 €	0%	+28,1%						
	2024	+2,3%	+80,8%	5,42071 €	0%	+30,0%	-2,3 p ^{ts}	-50,8 p ^{ts}	6,84107 €	8448,12 €	-8977,68 €	-14962,68 €
				5,43916 €	0%	+30,0%						
	2025 ③	+1,3%	+83,2%	5,45761 €	0%	+30,0%	-1,3 p ^{ts}	-52,1 p ^{ts}	6,93000 €	8839,80 €	9393,84 €	-15656,28 €
				5,47606 €	0%	+30,0%						

- ① Le niveau d'inflation peut être corrigé (à la baisse) par les autorités via plusieurs méthodes (voir p11).
- ② Pour ces années il s'agit de la conversion en euros correspondant aux valeurs en vigueur en francs.
- ③ À l'heure d'écrire ces lignes (mai 2025), données prévisionnelles pour l'année 2025.
- ④ Les valeurs pour 1992 et 1993 sont réalisées par la Banque de France sur la base de données INSEE.

4 Source : Banque de France, indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) : <https://archives-historiques.banque-france.fr/n/annees/n:135> ; <https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/le-bulletin-de-la-banque-de-france> ; <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications/projections-macroeconomiques-intermediaires-mars-2025>



D) Analyse de l'évolution : **une smicardisation organisée !**



1°) Méthode statistique : **un calcul de l'inflation minoré par les autorités !**

Le niveau d'inflation peut être corrigé (à la baisse) par les autorités, via plusieurs méthodes, cumulatives.

Méthodes de correction d'inflation	Définitions
  Pondération	Si le prix du bien augmente, les autorités statistiques peuvent arbitrer la moindre consommation des ménages.
  Amélioration	Si la qualité d'un produit augmente, les autorités statistiques peuvent arbitrer le moindre coût d'un renouvellement de dotation pour les ménages (par exemple dans la téléphonie ou l'informatique).
  Discrétion	certaines dépenses sont écartées du calcul (tabac) et de la publicité des résultats obtenus. Ainsi le taux d'inflation communiqué par les pouvoirs public est l'Indice des prix à la consommation [IPC] hors tabac.
  Substitution	Si le prix d'un bien augmente, les autorités statistiques peuvent arbitrer la préférence des ménages pour un équivalent moins onéreux.
  Agrégation	Les dépenses sont globalisées au niveau de l'ensemble de la population, toutes classes sociales confondues (par exemple, si le loyer ne compte que pour 6% du budget dans le calcul de l'IPC, c'est qu'il tient compte des propriétaires ayant remboursé leurs emprunts).



2°) Politique budgétaire : **une désindexation des salaires sur l'inflation !**

En 1981, sous la présidence de François Mitterrand, le gouvernement Mauroy engage une politique de relance keynésienne pour lutter contre la crise économique issue du 2^{ème} choc pétrolier de 1979.

Cette application du Programme commun, par le Parti socialiste (PS) et le Parti communiste français (PCF), suscite une perte de confiance voire une hostilité des investisseurs financiers.

Avec leurs relais étatiques, les grandes fortunes privées décident de défendre leurs intérêts particuliers capitalistiques en usant des leviers financiers et monétaires à leur disposition :

- en procédant à une fuite importante de capitaux,
- et en déstabilisant le franc.

Le gouvernement Mauroy est confronté à 2 options contradictoires, résumables par la formule suivante : *la démocratie sociale ou l'Europe.*

- Option 1 : appliquer le mandat populaire confié en mai 1981, en poursuivant la politique de relance keynésienne. Cela implique la sortie du système monétaire européen (SME), ainsi que la mise en place d'un certain protectionnisme douanier.
- Option 2 : appliquer les traités communautaires et approfondir le SME, l'Union douanière et le marché commun pour aboutir à l'Union économique et monétaire (UME) et au marché unique. Cela implique l'abandon du Programme commun et de la politique de relance keynésienne.

Le gouvernement d'alors se range à l'option 2 et à l'austérité budgétaire.

La « pause dans les réformes » [du Programme Commun] annoncée dès juin 1982, est devenue officiellement en mai 1983 le « tournant de la rigueur ».

Cette « parenthèse libérale » ne sera jamais fermée.



3°) Résultat : **une perte de revenus supérieure à 30% en 30 ans !**

La rémunération des fonctionnaires souffre d'un important recul dû au gel du point d'indice alors que l'inflation croît. Les tableaux pages 10 (INSEE) et 11 (Banque de France) récapitulent le décalage cumulé sur 30 ans.

Entre 1992 et 2024, l'inflation cumulée officiellement s'élève à 80,8% selon la Banque de France (71,7% selon l'INSEE). Et c'est minoré (cf tableau ci-dessus) !

En parallèle, lors des rares revalorisations périodiques, le standard du point d'indice n'a évolué que de 30% : (≈3,78378 € en 1992 à 4,92278 € depuis mi-juillet 2023).

Le recul de la rémunération liée à la valeur du point d'indice sur 30 ans s'évalue donc officiellement selon la Banque de France à 50,80 points (80,8% - 30% ; selon l'INSEE à 41,7 points : 71,7% - 30%) par rapport à la base en vigueur au début de l'année 1992.

Très précisément, en tenant compte de la « revalorisation » du point d'indice au 1^{er} juillet 2023, le recul officiel est scandaleux, s'établissant fin 2024, pour quelqu'un rémunéré à hauteur de 1 900 € mensuels, selon la Banque de France :

- par mois : à 748,14 € (-613,88 € selon l'INSEE) ;
- par an : à 8 977 €/an (-7366,56 € selon l'INSEE) !

On voit là l'ampleur de ce qui a été retiré -officiellement- aux personnes salariées ! Plus d'un quart des revenus du travail manquent à l'appel !

Pour compenser, il aurait fallu augmenter en juillet 2023 la valeur du point d'indice de 37,85% (4,85003 € → 6,68594 €) !

Et non pas d'un honteux et ridicule 1,5% (4,85003 € → 4,92278 €) !

Désormais en 2025, sur la base de la Banque de France, il faudrait une hausse de 38,97% !



I

-

Catégorie C :

Grilles des grades



A) Grilles indiciaires en catégorie C

page 14



**B) Tableaux de reclassements
intracatégoriels (en C) et intercatégoriels (C en B)**

page 15



I – A) Grilles indiciaires en catégorie C

Sources :

- Décret n°79-88 du 25 janvier 1979 fixant le statut particulier du corps des agents de constatation des douanes.
- Décret n° 2016-580 du 11 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat, modifié par le décret n° 2021-1834 du 24 décembre 2021 modifiant l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat et portant attribution d'une bonification d'ancienneté exceptionnelle.

Grade		Grille 2025													
DGDDI	Dénomination Fonction publique	Échelon		Indice (nbre de pts)			Traitement brut mensuel (TBM, en €)		Amplitude						
		n°	durée	IB (brut = carrière) total	IM (majoré = rémunération)		Évol. éch. sup.	total	Évolution vers éch. supérieur	Somme	Grilles IM / SMIC			En cat. C (ACPI éch. sommatal / AC éch 1)	
					Évol.	total					Rappel 07/2022	2025	Évol. 2022-25	rappel 2022	2025
	ACPI (Agent de constatation principal de 1 ^{ère} classe) C3 (3 ^{ème} grade de la cat. C)	10 ^e	-	558	23	478	113,22	2 353,09	1,39 SMIC (+34%/ACPI éch.1)	1,31 SMIC (+28%/ACPI éch.1)	-8 pts SMIC !	↑ 34% ↑ 31% (-3 pts = -9%)			
		9 ^e	3 ans	525	20	455	98,45	2 239,86	+ 118 pts (572,30 €) sur 19 ans	+ 105 pts (516,89 €) sur 19 ans	-7 pts SMIC !				
		8 ^e		499	15	435	73,84	2 141,41							
		7 ^e		478	12	420	59,07	2 067,57							
		6 ^e	2 ans	460	10	408	49,23	2 008,49	moyenne + 6,21 pts (30,12 €) / an	moyenne + 5,53 pts (27,20 €) / an	-7 pts SMIC !				
		5 ^e		448	13	398	64,00	1 959,27							
		4 ^e		430	9	385	44,31	1 895,27							
		3 ^e	1 an	412	1	376	4,92	1 850,97	moyenne IM 405 (1964,26 €/mois) 1,19 SMIC	moyenne IM 411 (2023,26€/mois) 1,12 SMIC	-7 pts SMIC !				
		2 ^e		397	2	375	9,84	1 846,04							
1 ^{er}	388	-	373	-	1 836,20	1,05 SMIC	1,02 SMIC	-3 pts SMIC !							
	ACP2 (Agent de constatation principal de 2 ^{ème} classe) C2 (2 ^{ème} grade de la cat. C)	12 ^e	-	486	8	425	39,38	2 092,18	1,24 SMIC (+20%/ACP2 éch.1)	1,16 SMIC (+16%/ACP2 éch.1)	-8 pts SMIC !	↑ 34% ↑ 31% (-3 pts = -9%)			
		11 ^e	4 ans	473	8	417	39,38	2 052,80	+ 68 pts (329,80 €) sur 20 ans	+ 58 pts (285,52 €) sur 20 ans	-6 pts SMIC !				
		10 ^e	3 ans	461	12	409	59,07	2 013,42							
		9 ^e		446	12	397	59,07	1 954,34							
		8 ^e	2 ans	430	8	385	39,38	1 895,27	moyenne + 3,40 pts (16,49 €) / an	moyenne + 2,9 pts (14,28 €) / an	-6 pts SMIC !				
		7 ^e		416	1	377	4,92	1 855,89							
		6 ^e	1 an	404	2	376	9,85	1 850,97	moyenne IM 383 (1857,56 €/mois) 1,13 SMIC	moyenne IM 392 (1929,73€/mois) 1,07 SMIC	-6 pts SMIC !				
		5 ^e		396	1	374	4,92	1 841,12							
		4 ^e		387	3	373	14,77	1 836,20							
		3 ^e	376	1	370	4,92	1 821,43	1,04 SMIC	1,00 SMIC	-4 pts SMIC !					
2 ^e	371	2	369	9,85	1 816,51										
1 ^{er}	368	-	367	-	1 806,66	1,04 SMIC	1,00 SMIC	-4 pts SMIC !							
	AC (Agent de constatation) C1 (1 ^{er} grade de la cat. C)	11 ^e	-	432	10	387	49,23	1 905,12	1,13 SMIC (+9%/AC éch.1)	1,06 SMIC (+6%/AC éch.1)	-7 pts SMIC !	↑ 34% ↑ 31% (-3 pts = -9%)			
		10 ^e	4 ans	419	1	377	4,92	1 855,89	+ 30 pts (145,50 €) sur 19 ans	+ 21 pts (103,38 €) sur 19 ans	-5 pts SMIC !				
		9 ^e	3 ans	401	3	376	14,77	1 850,97							
		8 ^e		387	1	373	4,92	1 836,20							
		7 ^e	1 an	381	1	372	4,92	1 831,27	moyenne + 1,58 pt (7,66 €) / an	moyenne + 1,05 pt (5,17 €) / an	-5 pts SMIC !				
		6 ^e		378	1	371	4,92	1 826,35							
		5 ^e		374	1	370	4,92	1 821,43							
		4 ^e	1 an	371	1	369	4,92	1 816,51	moyenne IM 358 (1736,31 €/mois) 1,05 SMIC	moyenne IM 373 (1836,20€/mois) 1,00 SMIC	-5 pts SMIC !				
		3 ^e		370	1	368	4,92	1 811,58							
		2 ^e	368	1	367	4,92	1 806,66	1,04 SMIC	0,9999 SMIC Moins que le salaire minimum !	-4 pts SMIC !					
1 ^{er}	367	-	366	-	1 801,74										

SMIC :

- valeur de novembre 2024 à 1 801,80 € bruts (soit 1 426,30 € nets), sur la base d'une valeur du point d'indice à 4,92278 €
- rappel de la valeur de mai 2022 à 1645,58 € bruts (soit 1302,64 € nets), sur la base d'une valeur du point d'indice à 4,85003 €



II

-

Catégorie B : grilles des grades



A) Grilles indiciaires en catégorie B

page 17



**B) Reclassements de reclassements
intracatégoriels (en B) et intercatégoriels (B en A)**

page 18



II – A) Grilles indiciaires en catégorie B

Sources :

- Décret n°95-380 du 10 avril 1995 fixant le statut particulier du corps des contrôleurs des douanes et droits indirects.
- Décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat, modifié par décret n°2023-448 du 7 juin 2023.
- Décret n° 2022-1209 du 31 août 2022 modifiant les dispositions communes relatives à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat

Grade		Grille 2025											
DGDDI	Dénomination Fonction publique	Échelon		Indice (nbre de pts)			Traitement brut mensuel (TBM, en €)		Amplitude			En cat. B (CP éch. sommital / C2 éch 1)	
		n°	durée	IB (brut = carrière) total	IM (majoré = rémunération)		Somme	Évolution vers éch. supérieur	Grilles IM / SMIC			rappel 2022	2025
					Évolution vers éch. supérieur	total			Évolution vers éch. supérieur	Rappel 07/2022	2025		
 CP (Contrôleur principal)	B3 (3 ^{ème} grade de la cat. B)	11 ^e	-	707	18	592	88,61	2 914,29	1,73 SMIC (+49%/CP éch.1)	1,62 SMIC (+49%/CP éch.1)	-11 pts SMIC !	↑ 67% ↑ 59% (-8 pts = -12%)	
			3 ans	10 ^e	684	18	574	88,61	2 825,68	+ 195 pts (945,76 €) sur 24 ans	+ 195 pts (959,94 €) sur 24 ans		-9 pts SMIC !
				9 ^e	660	17	556	83,69	2 737,07				
		2 ans	8 ^e	638	26	539	127,99	2 653,38	moyenne + 8,12 pts (39,38 €) / an	moyenne + 8,125 pts (40,00 €) / an	-8 pts SMIC !		
			7 ^e	604	24	513	118,15	2 525,39					
			6 ^e	573	19	489	93,53	2 407,24					
			5 ^e	547	24	470	118,15	2 313,71					
		1 an	4 ^e	513	22	446	108,30	2 195,56	moyenne IM 491 (2381,36 €/mois) 1,45 SMIC	moyenne IM 496 (2 441,70 €/mois) 1,36 SMIC	-3 pts SMIC !		
			3 ^e	484	15	424	73,84	2 087,26					
2 ^e	461	12	409	59,07	2 013,42	1,16 SMIC	1,08 SMIC	-8 pts SMIC !					
1 ^{er}	446	-	397	-	1 954,34								
 C1 (Contrôleur de 1 ^{ère} classe)	B2 (2 ^{ème} grade de la cat. B)	12 ^e	-	638	30	539	147,68	2 653,38	1,57 SMIC (+50%/C1 éch1)	1,47 SMIC (+43%/C1 éch.1)	-10 pts SMIC !		
			4 ans	11 ^e	599	24	509	118,15	2 505,70	+ 178 pts (863,31 €) sur 30 ans	+ 163 pts (802,41€) sur 26 ans	-3 pts SMIC !	
		3 ans	10 ^e	567	19	485	93,53	2 387,54					
			9 ^e	542	9	466	44,31	2 294,02					
			8 ^e	528	16	457	78,76	2 249,71					
		2 ans	7 ^e	506	20	441	98,46	2 170,95	moyenne + 5,93 pts (28,76 €) / an	moyenne + 6,27 pts (30,86 €) / an	-3 pts SMIC !		
			6 ^e	480	15	421	73,84	2 072,49					
			5 ^e	458	11	406	54,15	1 998,65					
			4 ^e	444	11	395	54,15	1 944,50					
		1 an	3 ^e	429	7	384	34,46	1 890,35	moyenne IM 428 (2075,81 €/mois) 1,26 SMIC	moyenne IM 451 (2 220,17 €/mois) 1,23 SMIC	-3 pts SMIC !		
2 ^e	415		1	377	4,92	1 855,89							
1 ^{er}	401	-	376	-	1 850,97	1,05 SMIC	1,03 SMIC	-					
 C2 (Contrôleur de 2 ^{ème} classe)	B1 (1 ^{er} grade de la cat. B)	13 ^e	-	597	26	508	127,99	2 500,77	1,48 SMIC (+43%/C2 éch.1)	1,39 SMIC (+36%/C2 éch.1)	-9 pts SMIC !		
			4 ans	12 ^e	563	20	482	98,46	2 372,78	+ 151 pts (732,35 €) sur 30 ans	+ 135 pts (664,58 €) sur 26 ans	-5 pts SMIC !	
		3 ans	11 ^e	538	16	462	78,76	2 274,32					
			10 ^e	513	10	446	49,23	2 195,56					
			9 ^e	500	16	436	78,76	2 146,33					
		2 ans	8 ^e	478	19	420	93,53	2 067,57	moyenne + 5,03 pts (24,40 €) / an	moyenne + 5,19 pts (25,56 €) / an	-5 pts SMIC !		
			7 ^e	452	15	401	73,84	1 974,03					
			6 ^e	431	9	386	44,31	1 900,19					
			5 ^e	415	1	377	4,92	1 855,89					
		1 an	4 ^e	401	1	376	4,92	1 850,97	moyenne IM 409 (1983,66 €/mois) 1,21 SMIC	moyenne IM 425 (2 092,18 €/mois) 1,16 SMIC	-5 pts SMIC !		
			3 ^e	397	1	375	4,92	1 846,04					
2 ^e	395	1	374	4,92	1 841,12	1,04 SMIC	1,02 SMIC	-					
1 ^{er}	389	-	373	-	1 836,20								

SMIC :

- valeur de novembre 2024 à 1 801,80 € bruts (soit 1 426,30 € nets), sur la base d'une valeur du point d'indice à 4,92278 €
- rappel de la valeur de mai 2022 à 1645,58 € bruts (soit 1302,64 € nets), sur la base d'une valeur du point d'indice à 4,85003 €



II – B) Reclassements en catégorie B

Grades de départ DGDDI

Grille actuelle 2024

Éch.	durée	IB	IM	Ancienneté acquise
CP (contrôleur principal) (grille B3 Fonction Publique)				
11°	-	707	592	Quelle que soit l'ancienneté
10°	3 ans	684	574	
9°		660	556	
8°		638	539	
7°	2 ans	604	513	
6°		573	489	
5°		547	470	
4°	1 an	513	446	
3°		484	424	
2°		461	409	
1 ^{er}		446	397	

C1 (contrôleur 1^{ère} classe)

grille B2 Fonction Publique

12°	-	638	539	≥ 3 ans	Quelle que soit l'ancienneté
11°	4 ans	599	509	< 3 ans	
10°		567	485		
9°		542	466		
8°	3 ans	528	457		
7°		506	441		
6°		480	421	≥ 1 an	
5°	2 ans	458	406	< 1 an	
4°		444	395		
3°		429	384		
2°	1 an	415	377		
1 ^{er}		401	376		

C2 (contrôleur 2^{ème} classe)

grille B1 Fonction Publique

13°	-	597	508	≥ 4 ans	Quelle que soit l'ancienneté
12°	4 ans	563	482	< 4 ans	
11°		538	462		
10°		513	446		
9°	3 ans	500	436		
8°		478	420	≥ 2 ans	
7°		452	401	< 2 ans	
6°	2 ans	431	386	≥ 1 an et 4 m	
5°		415	377	< 1 an et 4 m	
4°		401	376	≥ 1 an et 4 m	
3°	1 an	397	375	< 1 an et 4 m	
2°		395	374		
1 ^{er}		389	373		

Grades d'arrivée DGDDI en cas de promotions...

intracatégorielles (au sein de la cat. B)

Éch.	durée	Ancienneté reportée	IM
Non concerné (NC) (CP est le grade terminal de la cat. B) (B3 est la grille terminale de la cat. B)			
NC	NC	NC	NC

CP (contrôleur principal)

(C1 DGDDI → vers CP DGDDI)
grille B3 Fonction Publique
(B2 FP → vers B3 FP)

9°	3 ans	SA	556
8°		AA	539
7°		3/4 AA	513
6°		AA	489
5°	2 ans	2/3 AA	470
4°		SA	446
3°		AA	424
2°		SA	409
1 ^{er}	1 an	1/2 AA	397
NC	NC	NC	NC

C1 (contrôleur 1^{ère} classe)

(C2 DGDDI → vers C1 DGDDI)
grille B2 Fonction Publique
(B1 FP → vers B2 FP)

12°	-	SA	539
11°	4 ans	AA	509
10°		3/4 AA	485
9°		AA	466
8°	3 ans	AA	457
7°		2/3 AA + 1 an	441
6°		AA > 2 ans	421
5°	2 ans	1/2 AA + 1 an	406
4°		3/2 AA > 1 an et 4 m	395
3°		3/4 AA + 1 an	384
2°	1 an	1/2 AA	376
NC	NC	NC	NC

intercatégorielles (B en A)

Éch.	durée	Ancienneté reportée	IM
inspecteur (CP DGDDI → insp. DGDDI) grille Attaché Fonction Publique (B3 FP → vers Attaché FP)			
10°	4 ans	SA	645
9°	3 ans	AA	610
8°		SA	580
7°		SA	550
6°	2,5 ans	SA	518
5°		AA	485
4°	2 ans	SA	455
3°		AA	435

Inspecteur

(C1 DGDDI → Insp. DGDDI)
grille Attaché Fonction Publique
(B2 FP → Attaché FP)

8°	3 ans	AA	580
7°		SA	550
6°		AA	518
5°	2,5 ans	SA	485
4°		AA	455
3°	2 ans	SA	435
2°		AA	415
1°		SA	415

inspecteur

(C2 DGDDI → Insp. DGDDI)
grille Attaché Fonction Publique
(B1 FP → Attaché FP)

7°	3 ans	AA	550
6°		SA	518
5°	2,5 ans	AA	485
4°		SA	455
3°	2 ans	AA	435
2°		SA	415
1 ^{er}	1,5 an	AA	395

Lexique : - AA : Ancienneté acquise ;

- NC : Non concerné ;

- SA : Sans ancienneté.



III

—

Catégorie A : grilles des grades A & début A⁺

-  **A) Grilles indiciaires en catégorie A (et début A⁺)** *page 20*
-  **B) Reclassements intracatégoriels (en cat. A)** *page 21*
-  **C) Complément : PNT** *page 22*



III – A) Début grilles catégorie A (et début A⁺)

Grade DGDDI		Grille 2025														
		Échelon		Indice (nbre de pts)			Traitement brut mensuel (TBM, en €)		Amplitude				En cat. A			
		n°	durée	IB (brut = carrière)		IM (majoré = rémunération)		Évol. éch. sup.		Somme		Grilles IM / SMIC			rappel 2022	
				total	Évol. éch. sup.	total	Évol. éch. sup.					Rappel 07/2022	2025	Évol. 2022-25	2025	
IP (Inspecteurs principaux)	IP1 (Inspecteur principal de 1 ^{ère} classe)	4 ^e	-	1 015	15	826	73,84	4 066,22	2,42 SMIC (+12%/IP1 éch.1, +68%/IP2 éch.1)	2,26 SMIC (+12%/IP1 éch.1, +64%/IP2 éch.1)	-16 pts SMIC !	↑ 109% (-2 pts = -1,8%)				
		3 ^e		995	38	811	187,06	3 992,37	+91 p ^s (441,35 €) sur 9 ans	+91 p ^s (447,97 €) sur 9 ans	-15 pts SMIC !					
		2 ^e	3 ans	946	38	773	187,07	3 805,31	moyenne : +10,11 p ^s (49,03€)/an	moyenne : +10,11 p ^s (49,77€)/an	-14 pts SMIC !					
		1 ^{er}		896	-	735	-	3 618,24	moyenne IM 768 (3724,82€/mois), 2,26 SMIC	moyenne IM 773 (3 805,31€/mois), 2,11 SMIC	-13 pts SMIC !					
	IP2 (Inspecteur principal de 2 ^{ème} classe)	6 ^e	-	843	40	695	196,91	3 421,33	2,03 SMIC (+38%/IR1 éch.1)	1,90 SMIC (+38%/IP2 éch.1)	-11 pts SMIC !					
		5 ^e	2 ans	791	45	655	221,52	3 224,42	+190p ^s (921,51€)sur 10ans	+190 p ^s (935,33€) sur 10 ans	-9 pts SMIC !					
		4 ^e		732	30	610	147,68	3 002,90	moyenne : +19 p ^s (92,15 €)/an	moyenne : +19 p ^s (93,53€)/an	-11 pts SMIC !					
		3 ^e		693	40	580	196,91	2 855,21	moyenne IM 573 (2779,07 €/mois), 1,89 SMIC	moyenne IM 578 (2 845,37 €/mois), 1,58 SMIC	-9 pts SMIC !					
		2 ^e		639	35	540	172,30	2 658,30	1,47 SMIC	1,38 SMIC	-13 pts SMIC !					
		1 ^{er}		593	-	505	-	2 486,00								
IR (Inspecteurs régionaux)	IR1 (Inspecteur régional de 1 ^{ère} classe)	4 ^e	-	1 015	15	826	73,84	4 066,22	2,42 SMIC (+12%/IR1 éch.1, +36%/IR3 éch.1)	2,26 SMIC (+12%/IR1 éch.1, +35%/IR3 éch.1)	-16 pts SMIC !					
		3 ^e		995	38	811	187,06	3 992,37	①	①	-15 pts SMIC !					
		2 ^e	3 ans	946	38	773	187,07	3 805,31	2,26 SMIC	2,11 SMIC	-14 pts SMIC !					
		1 ^{er}		896	-	735	-	3 618,24	2,15 SMIC	2,01 SMIC	-15 pts SMIC !					
	IR2 (Inspecteur régional de 2 ^{ème} classe)	3 ^e	-	933	28	763	137,84	3 756,08	2,23 SMIC (+10%/IR2 éch.1)	2,08 SMIC (+10%/IR2 éch.1)	-14 pts SMIC !					
		2 ^e	3 ans	896	40	735	196,91	3 618,24	②	②	-13 pts SMIC !					
		1 ^{er}		843	-	695	-	3 421,33	2,09 SMIC	1,95 SMIC	-11 pts SMIC !					
	IR3 (Inspecteur régional de 3 ^{ème} classe)	3 ^e	-	843	40	695	196,91	3 421,33	2,03 SMIC (+14%/IR3 éch.1)	1,90 SMIC (+14%/IR3 éch.1)	-12 pts SMIC !					
		2 ^e	3 ans	791	45	655	221,52	3 224,42	③	③	-11 pts SMIC !					
		1 ^{er}		732	-	610	-	3 002,90	1,85 SMIC	1,73 SMIC	-11 pts SMIC !					
Inspecteur (insp) (Inspecteur des Douanes et Droits indirects)	11 ^e	-	821	33	678	162,45	3 337,64	1,98 SMIC (+73%/insp éch.1)	1,85 SMIC (+72%/insp éch.1)	-13 pts SMIC !						
	10 ^e	3 ans	4 ans	778	35	645	172,30	3 175,19	+283 p ^s (1372,56 €) sur 26 ans	+283 p ^s (1 393,15 €) sur 26 ans	-16 pts SMIC !					
	9 ^e		732	30	610	147,68	3 002,90									
	8 ^e		693	30	580	147,68	2 855,21									
	7 ^e		653	32	550	157,53	2 707,53									
	6 ^e		611	33	518	162,45	2 550,00									
	5 ^e		2,5 ans (2 ans et 6 mois)	567	30	485	147,68	2 387,54				moyenne : +11,32 p ^s (54,90 €)/an	moyenne : +10,88 p ^s (53,58 €)/an			
	4 ^e	2 ans	525	20	455	98,45	2 239,86	moyenne IM 546 (2648,12 €/mois), 1,61 SMIC	moyenne IM 530 (2 609,07 €/mois), 1,45 SMIC							
	3 ^e		499	20	435	98,46	2 141,41									
	2 ^e		469	20	415	98,45	2 042,95									
	1 ^{er}		1,5 an (1 an et 6 mois)	444	-	395	-			1 944,50	1,15 SMIC	1,08 SMIC	-7 pts SMIC !			
	élève	1 an	340	-	366	-	1 801,74	0,9999 SMIC - Pas pris en compte dans les statistiques								

SMIC : - valeur de novembre 2024 à 1 801,80 € bruts (soit 1 426,30 € nets), sur la base d'une valeur du point d'indice à 4,92278 €
- rappel de la valeur de mai 2022 à 1645,58 € bruts (soit 1302,64 € nets), sur la base d'une valeur du point d'indice à 4,85003 €

- ① Amplitude IR1 2022 : +91 p^s (441,35 €) sur 9 ans ; moyenne : +10,11 p^s (49,03 €) / an ; moyenne IM 768 (3 724,82 €/mois), 2,26 SMIC
- ① Amplitude IR1 2024 : +91 p^s (447,97 €) sur 9 ans ; moyenne : +10,11 p^s (49,77 €) / an ; moyenne IM 773 (3 805,31 €/mois), 2,11 SMIC
- ② Amplitude IR2 2022 : +68 p^s (329,80 €) sur 6 ans ; moyenne : +11,33 p^s (54,95 €) / an ; moyenne IM 710 (3 443,52 €/mois), 2,09 SMIC
- ② Amplitude IR2 2024 : +68 p^s (334,75 €) sur 6 ans ; moyenne : +11,33 p^s (55,79 €) / an ; moyenne IM 715 (3 519,79 €/mois), 1,95 SMIC
- ③ Amplitude IR3 2022 : +85 p^s (412,25 €) sur 6 ans ; moyenne : +14,16 p^s (68,68 €) / an ; moyenne IM 627 (3 040,97 €/mois), 1,85 SMIC
- ③ Amplitude IR3 2024 : +85 p^s (418,44 €) sur 6 ans ; moyenne : +14,16 p^s (69,74 €) / an ; moyenne IM 633 (3 116,12 €/mois), 1,73 SMIC



III – B) Reclassements en catégorie A

Sources :

- Décret n° 2007-400 du 22 mars 2007 fixant le statut particulier des personnels de catégorie A des services déconcentrés de la direction générale des douanes et droits indirects.
- Décret n° 2017-1396 du 22 septembre 2017 modifiant le décret n° 2009-777 du 23 juin 2009 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps de catégorie A des services déconcentrés et aux emplois de direction de la direction générale des douanes et droits indirects.

Grilles de départ DGDDI				
Grille actuelle 2024				
Éch.	durée	IB	IM	Ancienneté acquise
IP1 (insp. principal 1^{ère} cl.)				
4 ^e	-	1 015	826	
3 ^e	-	995	811	
2 ^e	3 ans	946	773	
1 ^{er}		896	735	
IP2 (insp. principal 2^e cl.)				
6 ^e	-	843	695	Quelle que soit l'ancienneté
5 ^e	2 ans	791	655	
4 ^e		732	610	
3 ^e		693	580	
2 ^e	639	540		
1 ^{er}	593	505		
IR1 (insp. régional 1^{ère} cl.)				
4 ^e	-	1 015	826	Quelle que soit l'ancienneté
3 ^e	3 ans	995	811	
2 ^e		946	773	
1 ^{er}		896	735	
IR2 (insp. régional 2^{ème} cl.)				
3 ^e	-	933	763	Quelle que soit l'ancienneté
2 ^e	3 ans	896	735	
1 ^{er}		843	695	
IR3 (insp. régional 1^{ère} cl.)				
3 ^e	-	843	695	≥ 3 ans
				< 3 ans
2 ^e	3 ans	791	655	Quelle que soit l'ancienneté
1 ^{er}		732	610	
inspecteur grille Attaché Fonction Publique				
11 ^e	-	821	678	Quelle que soit l'ancienneté
10 ^e	4 ans	778	645	
9 ^e	3 ans	732	610	
8 ^e		693	580	
7 ^e		653	550	
6 ^e	2,5 ans	611	518	
5 ^e		567	485	
4 ^e	2 ans	525	455	
3 ^e		499	435	
2 ^e		469	415	
1 ^{er}	1,5 an	444	395	

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

→

Grades d'arrivée DGDDI en cas de promotions...					
intracatégorielles (au sein de la cat. A)					
Éch.	durée	Ancienneté reportée	IM		
IR1 (insp. régional 1^{ère} cl.) (IP1 DGDDI → vers IR1 DGDDI)					
4 ^e	-		826	ou	
3 ^e	3 ans	AA	811	ou	
2 ^e			773	ou	
1 ^{er}			735	ou	
IR1 & IP1 (insp. rég^{al} & pcpal 1^{ère} cl.) (IP2 DGDDI → vers IR1 & IP1 DGDDI)					
1 ^{er}	3 ans	SA	735	ou	
NC	NC	NC	NC	ou	
Non concerné (NC) (IR1 est le grade terminal en IR)					
NC	NC	NC	NC	ou	
IR1 (insp. régional 1^{ère} cl.) (IR2 DGDDI → vers IR1 DGDDI)					
2 ^e	3 ans	AA	773	ou	
1 ^{er}			735	ou	
NC	NC	NC	NC	ou	
IR2 (insp. régional 2^{ème} cl.) (IR3 DGDDI → vers IR2 DGDDI)					
2 ^e	3 ans	AA > 3 ans	735	ou	
1 ^{er}		AA	695	ou	
NC	NC	NC	NC	ou	
IR3 (insp. régional 1^{ère} cl.) (Insp DGDDI → vers IR3 DGDDI)					
3 ^e	-	SA + 3 ans !	695	ou	
		3/4 AA		ou	
2 ^e	3 ans	AA	655	ou	
1 ^{er}			610	ou	
NC	NC	NC	NC	ou	
intracatégorielles (au sein des A⁺)					
Éch.	durée	Ancienneté reportée	IM		
Non concerné (NC) (IP1 est le grade terminal en IP)					
NC	NC	NC	NC	ou	
DSD2 (dir. serv. douaniers 2^e cl.) (IP2 DGDDI → vers DSD2 DGDDI)					
3 ^e	2,5 ans (2 ans et 6 mois)	AA	735	ou	
2 ^e		AA + 0,5 an !	700	ou	
1 ^{er}		AA + 1 an !	660	ou	
NC	NC	NC	NC	ou	
IP1 (insp. principal 1^{ère} cl.) (IR1 DGDDI → vers IP1 DGDDI)					
4 ^e	-	AA	826	ou	
3 ^e	-		811	ou	
2 ^e	3 ans		773	ou	
1 ^{er}			735	ou	
IP1 (insp. principal 1^{ère} cl.) (IR2 DGDDI → vers IP1 DGDDI)					
2 ^e	3 ans	AA	773	ou	
1 ^{er}		SA	735	ou	
IP1 (insp. principal 1^{ère} cl.) (IR3 DGDDI → vers IP1 DGDDI)					
1 ^{er}	3 ans	SA	735	ou	
NC	NC	NC	NC	ou	
IP2 (insp. principal 2^e cl.) (insp DGDDI → vers IP2 DGDDI)					
6 ^e	-	AA	695	ou	
5 ^e	2 ans		655	ou	
4 ^e			610	ou	
3 ^e			580	ou	
2 ^e	540		ou		
1 ^{er}	2 ans		AA	505	ou
			SA		
NC	NC		NC	NC	ou

Lexique : - AA (+3 ans) : Ancienneté acquise (avec majoration de 3 ans) ; - NC : Non concerné ; - SA : Sans ancienneté.



III – C) Complément : PNT

Source : Décret n°91-804 du 19 août 1991 relatif au statut d'emploi des personnels navigants de la direction générale des douanes et droits indirects.

Grade DGDDI		Grille 2025														
		Échelon		Indice			Traitement brut mensuel (TBM)		Amplitude			En PNT (PNT1 éch. sommital / PNT2 éch 1)				
		n°	durée	IB (brut = carrière)	IM (majoré = rémunération)		Évol. éch. sup.	Somme	Grilles IM / SMIC			rappel 07/2022	2025	Évol. 2022-25	rappel 07/2022	2025
					Évol. éch. sup.	total			Rappel 07/2022	2025	Évol. 2022-25					
PNT (Personnels navigants techniques)	PNT1 (Personnel navigant technique de 1 ^{ère} catégorie)	6 ^e	-	809	25	669	123,07	3 293,34	1,95 SMIC (+28%/PNT1 éch.1)	1,83 SMIC (28%/PNT1 éch. 1)	-12 pts SMIC !	↑ 40,3%	↑ 40,8% (+0,5 pt = +1,2%)			
		5 ^e	5 ans	777	32	644	157,03	3 170,27	+144 pts (698,40 €) sur 18 ans moyenne : +8 pts (38,80 €) / an moyenne IM 587 (2 846,97 €/mois) 1,73 SMIC	+144 pts (708,88 €) sur 18 ans moyenne : +8 pts (39,38 €) / an moyenne IM 592 (2 914,29 €/mois) 1,62 SMIC	-11 pts SMIC !					
		4 ^e	4 ans	735	29	612	142,76	3 012,74								
		3 ^e	3 ans	696	30	583	147,68	2 869,98								
		2 ^e		657	28	553	137,84	2 722,30								
		1 ^{er}		620	-	525	-	2 584,46						1,53 SMIC	1,43 SMIC	-10 pts SMIC !
	PNT2 (Personnel navigant technique de 2 ^{ème} catégorie)	6 ^e	-	730	25	609	123,07	2 997,97	1,78 SMIC (+28%/PNT2 éch.1)	1,66 SMIC (+28%/PNT2 éch.1)	-12 pts SMIC !					
		5 ^e	5 ans	698	31	584	152,60	2 874,90	+132 pts (640,20 €) sur 18 ans moyenne : +7,33 pts (35,55 €) / an moyenne IM 529 (2 565,67 €/mois) 1,56 SMIC	+132 pts (649,81 €) sur 18 ans moyenne IM 534 (2 628,76 €/mois) 1,46 SMIC	-10 pts SMIC !					
		4 ^e	4 ans	657	30	553	147,68	2 722,30								
		3 ^e	3 ans	617	30	523	147,68	2 574,61								
		2 ^e		578	16	493	78,76	2 426,93								
		1 ^{er}		557	-	477	-	2 348,17						1,39 SMIC	1,30 SMIC	-9 pts SMIC !

SMIC :

- valeur de novembre 2024 à 1 801,80 € bruts (soit 1 426,30 € nets), sur la base d'une valeur du point d'indice à 4,92278 €
- rappel de la valeur de mai 2022 : 1 645,58 € bruts (soit 1 302,64 € nets), sur la base d'une valeur du point d'indice à 4,85003 €

* *

*



IV

—

Catégorie A bis : **grilles des grades A⁺** **et statuts d'emplois A⁺**



A) Grilles des DSD et CSC/CSA/CSSU

page 24



B) Grilles des administrateurs

page 25

IV – A) Grilles indiciaires des DSD & CSC/CSA/CSSU

Grade DGDDI		Grille 2025											
		Échelon n°	durée	Indice (nbre de pts)		Traitement brut mensuel (TBM, en €)		Amplitude					
				IB (brut = carrière) total	IM (majoré = rémunération) Évol. éch. sup.	total	Évol. éch. sup.	Somme	Grilles IM / SMIC			En cat. A (DPSD éch. sommital / Insp éch 1)	
									Rappel 07/2022	2025	Évol. 2022-25	rappel 2022	2025
 DSD (Directeurs des services douaniers)	DPSD (Directeur principal des services douaniers)	Spécial	-	HEH III	53	1 284	260,91	6 320,85	3,77 SMIC (+54%/DPSD éch.1 +95%/DSD2 éch.1)	3,51 SMIC (+54%/DPSD éch.1 +95%/DSD2 éch.1)	-26 pts SMIC !	↑ 228% ↑ (-3 pts = -1,3%)	
			5°	HEH II	53	1 231	260,90	6 059,94	+449 p ^{ts} (2177,66 €) sur 18 ans	+449 p ^{ts} (2 210,33 €) sur 18 ans	moyenne : +25 p ^{ts} (123,07 €) / an		moyenne : IM 1032 (5080,31 €/mois), 2,82 SMIC
			HEH I	0	1 178	-	5 799,04						
			HEC III	25	1 178	123,07	5 799,04						
			HEC II	24	1 153	118,15	5 675,97						
			HEC I	0	1 129	-	5 557,82						
			4°	1 an	HEB Bis III	29	1 129	142,76	5 557,82	moyenne : +25 p ^{ts} (121,25 €/an)	moyenne : +25 p ^{ts} (123,07 €) / an		moyenne : IM 1032 (5080,31 €/mois), 2,82 SMIC
			HEB Bis II	28	1 100	137,84	5 415,06						
			HEB Bis I	0	1 072	-	5 277,22						
			3°	HEB III	54	1 072	265,83	5 277,22	moyenne IM 1042 (8063,73 €/mois), 3,07 SMIC	moyenne : IM 1032 (5080,31 €/mois), 2,82 SMIC			
			HEB II	41	1 018	201,83	5 011,39						
			HEB I	0	977	-	4 809,56						
			2°	HEA III	47	977	231,37	4 809,56	moyenne IM 1042 (8063,73 €/mois), 3,07 SMIC	moyenne : IM 1032 (5080,31 €/mois), 2,82 SMIC			
	HEA II	35	930	172,30	4 578,19								
	HEA I	60	895	295,37	4 405,89								
	1 ^{er}	3 ans	1027	-	835	-	4 110,52	2,45 SMIC	2,28 SMIC	-17 pts SMIC !			
DSD1 (Directeur des services douaniers de 1 ^{ère} classe)	3°	-	HEA III	47	977	231,37	4 809,56	2,86 SMIC (+18%/DSD1 éch.1)	2,70 SMIC (+18%/DSD1 éch.1)	-16 pts SMIC !			
		1 an	HEA II	35	930	172,30	4 578,19	① 2,56 SMIC	① 2,33 SMIC	-23 pts SMIC !			
	HEA I	60	895	295,37	4 405,89								
	2°	1027	9	835	44,30	4 110,52	2,42 SMIC	2,26 SMIC	-16 pts SMIC !				
1 ^{er}	3 ans	1015	-	826	-	4 066,22	2,42 SMIC	2,26 SMIC	-16 pts SMIC !				
DSD2 (Directeur des services douaniers de 2 ^{ème} classe)	6°	-	1027	9	835	44,30	4 110,52	2,45 SMIC (+27%/DSD2 éch.1)	2,28 SMIC (+27%/DSD2 éch.1)	-17 pts SMIC !			
	5°	1015	37	826	182,15	4 066,22	② 2,19 SMIC	② 2,04 SMIC	-15 pts SMIC !				
	4°	967	54	789	265,83	3 884,07							
	3°	896	35	735	172,29	3 618,24							
	2°	2,5 ans (2 ans et 6 mois)	850	40	700	196,92	3 445,95	1,93 SMIC	③ 1,80 SMIC	-13 pts SMIC !			
1 ^{er}	797	-	660	-	3 249,03								
 CSC1, CSA1, CSSU1 (de 1 ^{ère} cat.)	unique	-	HEA III	47	977	231,37	4 809,56	2,86 SMIC (+9%/CSC1 éch.1)	2,67 SMIC	-19 pts SMIC !			
		1 an	HEA II	35	930	172,30	4 578,19	③ 2,68 SMIC	③ 2,49 SMIC	-19 pts SMIC !			
		1 an	HEA I	-	895	-	4 405,89				2,62 SMIC	2,45 SMIC	-17 pts SMIC !
	unique	-	1027	-	835	-	4 110,52	2,45 SMIC	2,28 SMIC	-17 pts SMIC !			

SMIC : - valeur de novembre 2024 à 1 801,80 € bruts (soit 1 426,30 € nets), sur la base d'une valeur du point d'indice à 4,92278 €
- rappel de la valeur de mai 2022 à 1645,58 € bruts (soit 1302,64 € nets), sur la base d'une valeur du point d'indice à 4,85003 €

- ① DSD1 : +151 p^{ts} (732,35 €) sur 4 ans ; moyenne : +38 p^{ts} (184,30 €) / an ; moyenne IM 867 (4 204,98 €/mois), 2,56 SMIC
- ② DSD1 : +151 p^{ts} (743,34 €) sur 8 ans ; moyenne : +18,875 p^{ts} (92,92 €) / an ; moyenne IM 851 (4 189,29 €/mois), 2,33 SMIC
- ③ DSD2 : +175 p^{ts} (848,76 €) sur 13,5 ans ; moyenne : +12,96 p^{ts} (62,87 €) / an ; moyenne IM 742 (3 598,72 €/mois), 2,19 SMIC
- ④ DSD2 : +175 p^{ts} (861,49 €) sur 13,5 ans ; moyenne : +12,96 p^{ts} (63,81 €) / an ; moyenne IM 747 (3 677,32 €/mois), 2,04 SMIC
- ⑤ CSC1 : +82 p^{ts} (397,70 €) sur 2 ans ; moyenne : +41 p^{ts} (198,85 €) / an ; moyenne IM 909 (4 408,68 €/mois), 2,68 SMIC
- ⑥ CSC1 : +82 p^{ts} (403,67 €) sur 2 ans ; moyenne : +41 p^{ts} (201,83 €) / an ; moyenne IM 913 (4 494,50 €/mois), 2,49 SMIC



IV – B) Grilles indiciaires des administrateurs

Sources :

- Décret n° 2012-586 du 26 avril 2012 relatif aux emplois de direction de la direction générale des douanes et droits indirects
- Décret n° 2023-223 du 30 mars 2023 relatif à divers emplois relevant de la direction générale des finances publiques et de la direction générale des douanes et droits indirects.

Statut d'emploi DGDDI		Grille 2025												
		Échelon		Indice (nbre de pts)			Traitement brut mensuel (TBM, en €)		Amplitude					
		n°	durée	IB (brut = carrière) total	IM (majoré = rémunération)		Évol. éch. sup.	Somme	Grilles IM / SMIC			En cat. A (adm. gén éch. sommital/ insp. éch. 1)		
					Évol. éch. sup.	Total			Rappel 07/2022	2025	Évol. 2022-25	rappel 2022	2025	
 <p>Administrateurs des Douanes et Droits indirects</p>	Adm. gén. DDI (Administrateur général des Douanes et Droits indirects)	1 an	3°	-	HEE II	50	1 334	246,14	6 566,99	3,92 SMIC (+18%/adm gén éch 1) (+60%/adm éch 1)	3,64 SMIC (+18%/adm gén éch 1) (+60%/adm éch 1)	-28 pts SMIC !	↑ 241%	↑ 238% (-3 pts = -1,2%)
				HEE I	0	1 284	-	6 320,85	+207 p ^{is} (1003,96 €) sur 7 ans	+205 p ^{is} (1009,17 €) sur 7 ans	-25 pts SMIC !			
			2°	HED III	53	1 284	260,91	6 320,85	moyenne : +29,57 p ^{is} (143,42€/an)	moyenne : +29,29 p ^{is} (144,17€/an)				
				HED II	53	1 231	260,91	6 059,94						
				HED I	0	1 178	-	5 799,03						
			1°	HEC III	25	1 178	123,06	5 799,03	moyenne IM 1200 (5820,04€/mois) 3,54 SMIC	moyenne IM 1205 (5931,95€/mois) 3,29 SMIC				
				HEC II	24	1 153	118,15	5 675,97						
	HEC I	-		1 129	-	5 557,82	3,31 SMIC	-23 pts SMIC !						
	-	HEC III		53	1 284	260,91	6 320,85	3,77 SMIC (+31%/adm sup éch 1)			3,51 SMIC (+31%/adm sup éch 1)	-26 pts SMIC !		
	Adm. sup. DDI (Administrateur supérieur des Douanes et Droits indirects)	1 an	4°	HED II	53	1 231	260,91	6 059,94	+ 307 p ^{is} (1 488,96 €) sur 11 ans	+307 p ^{is} (1 511,29 €) sur 11 ans				
				HED I	0	1 178	-	5 799,03						
				HEC III	25	1 178	123,06	5 799,03						
			3°	HEC II	24	1 153	118,15	5 675,97	moyenne : +27,91 p ^{is} (135,36 €/an)	moyenne : +27,91 p ^{is} (137,39 €/an)				
				HEC I	0	1 129	-	5 557,82						
			2°	HEB Bis III	29	1 129	142,76	5 557,82	moyenne IM 1107 (5368,98€/mois) 3,26 SMIC	moyenne IM 1112 (5474,14€/mois) 3,04 SMIC				
				HEB Bis II	28	1 100	137,84	5 415,06						
				HEB Bis I	0	1 072	-	5 277,22						
				HEB III	54	1 072	265,83	5 277,22						
			1°	HEB II	41	1 018	201,83	5 011,39	2,86 SMIC	2,67 SMIC				
	HEB I	-		977	-	4 809,56								
	-	HEC III		25	1 178	123,06	5 799,03	3,46 SMIC (+ 41%/adm éch 1)			3,22 SMIC (+ 41%/adm éch 1)	-24 pts SMIC !		
	Adm. DDI (Administrateur des Douanes et Droits indirects)	1 an	5°	HEC II	24	1 153	118,15	5 675,97	+ 343 p ^{is} (1663,56 €) sur 14 ans	+343 p ^{is} (1688,51 €) sur 14 ans				
				HEC I	0	1 129	-	5 557,82						
				HEB Bis III	29	1 129	142,76	5 557,82						
4°			HEB Bis II	28	1 100	137,84	5 415,06	moyenne : +24,5 p ^{is} (118,83 €/an)	moyenne : +24,5 p ^{is} (120,61€/an)					
			HEB Bis I	0	1 072	-	5 277,22							
			HEB III	54	1 072	265,83	5 277,22							
3°			HEB II	41	1 018	201,83	5 011,39	moyenne IM 1076 (5218,63€/mois) 3,17 SMIC	moyenne IM 1081 (5321,53€/mois) 2,95 SMIC					
			HEB I	0	977	-	4 809,56							
			HEA III	47	977	231,37	4 809,56							
2°			HEA II	35	930	172,30	4 578,19	2,45 SMIC	2,28 SMIC					
			HEA I	60	895	295,37	4 405,89							
1°			3 ans	1027	-	835	-	4 110,52	2,45 SMIC	2,28 SMIC	-17 pts SMIC !			

SMIC : - valeur de novembre 2024 à 1 801,80 € bruts (soit 1 426,30 € nets), sur la base d'une valeur du point d'indice à 4,92278 €

- rappel de la valeur de mai 2022 à 1645,58 € bruts (soit 1302,64 € nets), sur la base d'une valeur du point d'indice à 4,85003 €



Annexes



A) Lexique

page 27



B) Bulletin de paye

pages 28 et 29



C) Références/sources

page 30



D) Notes

page 30



E) Table des matières

page 31



A) Lexique

Sigle/Abréviation	Signification
AA	<i>Ancienneté acquise</i>
AC	<i>Agent de constatation</i>
ACP1 / ACP2	<i>Agent de constatation principal de 1^{ère} classe / 2^{ème} classe</i>
B1	Terminologie Fonction publique : 1 ^{er} grade de la catégorie B <i>C'est-à-dire à la DGDDI, le grade de Contrôleur 2^{ème} classe (C2)</i>
B2	Terminologie Fonction publique : 2 ^{ème} grade de la catégorie B <i>C'est-à-dire à la DGDDI, le grade de Contrôleur 1^{ère} classe (C1)</i>
B3	Terminologie Fonction publique : 3 ^{ème} grade de la catégorie B <i>C'est-à-dire à la DGDDI, le grade de Contrôleur Principal (CP)</i>
C1	Terminologie DGDDI : <i>Contrôleur 1^{ère} classe des douanes et droits indirects</i>
	Terminologie Fonction publique : 1 ^{er} grade de la catégorie C <i>C'est-à-dire à la DGDDI, le grade d'Agent de constatation (AC)</i>
C2	Terminologie DGDDI : <i>Contrôleur 2^{ème} classe des douanes et droits indirects</i>
	Terminologie Fonction publique : 2 ^{ème} grade de la catégorie C <i>C'est-à-dire à la DGDDI, le grade d'Agent de constatation principal de 2^{ème} classe (ACP2)</i>
C3	Terminologie Fonction publique : 3 ^{ème} grade de la catégorie C <i>C'est-à-dire à la DGDDI, le grade d'Agent de constatation principal de 1^{ère} classe (ACP1)</i>
Cat.	<i>Catégorie</i>
CSA1 / CSC2	<i>Chef de service administratif de 1^{ère} catégorie / 2^{ème} catégorie</i>
CSC1 / CSC2	<i>Chef de service comptable de 1^{ère} catégorie / 2^{ème} catégorie</i>
CSSU1 / CSSU2	<i>Chef de service de surveillance de 1^{ère} catégorie / 2^{ème} catégorie</i>
DGAFP	<i>Direction générale de l'Administration et de la Fonction publique</i>
DGDDI	<i>Direction générale des Douanes et Droits indirects</i>
DPSD/DSD1/DSD2	<i>Directeur principal des services douaniers / Directeur des services douaniers de 1^{ère} classe / 2^e classe</i>
Éch.	<i>Échelon</i>
Évol.	<i>Évolution</i>
FP	<i>Fonction publique</i>
HE	<i>Hors échelle</i>
IB	<i>Indice brut = indice de carrière</i>
IM	<i>Indice majoré = indice de rémunération</i>
INSEE	<i>Institut national de la statistique et des études économiques</i>
Insp	<i>Inspecteur</i>
IP1 / IP2	<i>Inspecteur principal de 1^{ère} classe / 2^{ème} classe</i>
IPC	<i>Indice des prix à la consommation</i> Repère national de référence constitué par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Force est de constater que l'IPC, outil utilisé par le gouvernement dans sa communication à l'égard de la population, minore la hausse des prix telle que mesurée par l'IPCH
	<i>Indice des prix à la consommation harmonisé</i> Référentiel utilisé au niveau communautaire pour mesurer les prix, et notamment leur <i>stabilité</i> dans le cadre de la stratégie de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE). Au niveau français, c'est la Banque de France qui est l'organe de référence sur le sujet, au sein de l'Eurosystème et du système européen des banques centrales (SEBC).
IR	<i>Indemnité de résidence</i>
IR1 / IR2 / IR3	<i>Inspecteur régional de 1^{ère} classe / 2^{ème} classe / 3^{ème} classe</i>
LR	<i>Les Républicains</i>
MODEM	<i>Mouvement Démocrate</i>
PCF	<i>Parti communiste français</i>
PNT	<i>Personnels navigants techniques</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
Pt / p'	<i>Point (d'indice)</i> . Depuis le 01/07/2023, la valeur du point est de 4,92278 €
SA	<i>Sans ancienneté</i>
SFT	<i>Supplément familial de traitement</i>
SMIC	<i>Salaire mensuel interprofessionnel de croissance</i> . Depuis novembre 2024, son montant est de 1 801,80 € bruts (soit 1 426,30 € nets)
Sup.	<i>Supérieur</i>
UDF	<i>Union pour la démocratie française</i>
UMP	<i>Union pour une majorité présidentielle, devenue Union pour un mouvement populaire</i>

2°) Présentation

Voici les principales rubriques d'un bulletin de salaire dans la fonction publique !

[1] Traitement brut mensuel (TBM)

également nommé **Traitement indiciaire brut (TIB)**

C'est le produit de la valeur du point d'indice fonction publique par l'indice majoré (IM) détenu par le personnel public.

Exemple : pour un IM de 390, le traitement brut du fonctionnaire est de $4,92278 \times 390 = 1\,919,88$ €.

[2] Indemnité de résidence

Elle est égale à un pourcentage du TBM (0%, 1% ou 3%) en fonction de la zone à laquelle appartient la commune où travaille l'agent.

Source : circulaire FP n°1996-2B n°00-1235 du 12/03/2001.

[3] Indemnité compensatrice CSG

Origine : Une hausse de 1,7 point (7,5 → 9,2%) de la contribution sociale généralisée (CSG) au 1^{er} janvier 2018 a été décidée par le Gouvernement.

Modalité : Afin que la hausse de la CSG n'ait pas d'impact sur la rémunération nette des fonctionnaires, une indemnité compensatrice a été créée.

[4] Participation employeur à la PSC

Jusqu'en 2025 : Les agents de l'État bénéficient d'une participation financière de 15 € par mois pour leur protection sociale complémentaire (PSC) afin de couvrir une partie de leur frais de santé.

À partir de 2026 : un nouveau régime de PSC en santé et en prévoyance sera mis en place. Pour la santé, les agents devront obligatoirement adhérer au contrat collectif souscrit auprès de l'organisme de PSC retenu au niveau ministériel.

La prise en charge financière par l'employeur sera de 50 % de la cotisation.

[5] CSG (Contribution sociale généralisée)

Impôt affecté au financement de la sécurité sociale.

[6] CRDS (Contribution pour le remboursement de la dette sociale)

Impôt destiné à résorber l'endettement de la sécurité sociale.

Cotisation	Assiette	Taux
CSG	98,25 % x (TBM + NBI + Indemnité de résidence + SFT + Primes et indemnités + Avantages en nature)	9,2 % (dont 2,4 % non déductible du revenu imposable)
CRDS		0,5 % non déductible du revenu imposable

[7] Cotisations employeur public

Cotisations ou contributions de l'employeur public (allocations familiales, solidarité autonomie, maladie) à ce qui relève du salaire différé.

[8] RAFP (Retraite additionnelle de la fonction publique)

Origine : conséquence de la « réforme Fillon » des retraites de 2003, ce régime par points et par capitalisation est mis en place depuis 2005.

L'assiette de cotisation : limitée à 20% du TBM/TIB.

Le taux de cotisation : réparti à parts égales entre les employeurs et les bénéficiaires (5% + 5%, soit 10% au total).

Valeur d'acquisition du point : 1,4394 €

Valeur de service (permettant de calculer le montant de la prestation RAFP) : 0,05593 €.

Les conditions sont telles que cela relève du mirage de percevoir un retour par rapport aux sommes investies... sauf à être nonagénaire !

[9] Transfert primes/points

Objectif : augmenter l'assiette de la retenue pour pensions pour améliorer le niveau des pensions.

Modalité : réduire le montant des primes des fonctionnaires en contrepartie d'une augmentation du traitement de base, par le biais d'une revalorisation des grilles indiciaires.

Nota bene : ne concerne pas les contractuels

[10] Net à payer avant impôt sur le revenu

Paye nette avant prélèvement à la source.

[11] Montant net social

Origine : nouvelle donnée, créée par arrêté le 31/01/2023, apparaissant sur les bulletins depuis juillet 2023.

Modalité : calculé à partir de revenus bruts de toutes natures, déduit de l'ensemble des cotisations et contributions sociales.

[12] Net à payer

Somme virée par l'employeur sur le compte bancaire du personnel public.



3°) Calendrier : quand tombe la paye des fonctionnaires ?!

La règle : de janvier à novembre inclus

Périmètre : Le calendrier de paie est le même pour tous les agents publics : fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi que contractuels.

Critère : La date de fiche de paie est l'antépénultième jour ouvrable, c'est-à-dire que la paie est versée deux jours ouvrables avant le dernier jour ouvrable du mois.

Nota bene : Dans la fonction publique, il y a 5 jours ouvrables par semaine. Ne sont donc PAS des jours ouvrables : le samedi, le dimanche et les jours fériés habituellement non travaillés.

Exemple : En janvier 2025, le dernier jour ouvrable du mois est le 31 janvier. La paie des fonctionnaires est donc versée 2 jours avant, soit le mercredi 29 janvier.

L'exception : décembre

Motif : Il y a une exception dans l'année, le mois de décembre pour cause de fêtes de fin d'année.

Critère : la paie des fonctionnaires est versée une semaine plus tôt chaque mois de décembre.

Exemple : En décembre 2025, la paie est versée le lundi 22 décembre.

Comment est effectué ce calcul ?

1°) En 2025, le dernier jour ouvrable est le mercredi 31.

2°) La paie étant avancée d'une semaine, le mois est considéré comme se terminant le mercredi 24 décembre.

3°) Or, la paie est versée 2 jours ouvrables avant la fin du mois, soit le lundi 22 décembre.

E) Table des matières



Préambule

pages 2 et 3



Synthèse : tassement des grilles + décrochage = Smicardisation !

pages 4 à 7



Introduction

pages 8 à 12

- A) Principes de la rémunération des fonctionnaires page 9
 - 1°) Traitement indiciaire page 9
 - 2°) Indemnité de résidence (IR) page 9
 - 3°) Supplément familial de traitement (SFT) page 9
- B) Évolution de la paye par rapport aux prix depuis 30 ans selon l'INSEE page 10
- C) Évolution de la paye par rapport aux prix depuis 30 ans selon la Banque de France page 11
- D) Analyse de l'évolution : *une smicardisation organisée* page 12
 - a) Méthode statistique : *un calcul de l'inflation minoré par les autorités !* page 12
 - b) Politique budgétaire : *une désindexation des salaires sur l'inflation !* page 12
 - c) Résultat : *une perte de revenus supérieure à 30% en 30 ans !* page 12



I – Grilles des grades de la catégorie C

pages 13 à 15

- A) Grilles en catégorie C page 14
- B) Reclassements intracatégoriels (en C) et intercatégoriels (C en B) page 15



II – Grilles des grades de la catégorie B

pages 16 à 18

- A) Grilles en catégorie B page 17
- B) Reclassements intracatégoriels (en B) et intercatégoriels (B en A) page 18



III – Grilles des grades de la catégorie A

pages 19 à 22

- A) Grilles en catégorie A (et grades A⁺) pages 20
- B) Reclassements intracatégoriels (en B) et intercatégoriels (B en A) page 21
- C) Complément : PNT page 22



IV – Grilles des grades et statuts d'emplois A⁺

pages 23 à 25

- A) Grilles des grades DSD & statuts d'emplois CSC page 24
- B) Grilles des statuts d'emplois administrateurs page 25



Annexes

pages 26 à 31

- A) Lexique page 27
- B) Fiche de paye pages 28 et 29
- C) Références/sources page 30
- D) Notes page 30
- E) Table des matières page 31

Rémunération



**Le guide 2025
des grilles indiciaires :
Les personnels n'ont pas fini
de se serrer le ceinturon !**

**En matière de rémunération
pour toute question, contactez
votre représentation syndicale !**

Solidaires
DOUANES

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boîte 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : <http://solidaires-douanes.org>
courriel : contact@solidaires-douanes.org
adhésion : solidaires-douanes.org/-adhesion-

Un syndicalisme clair et sincère !